

Comment renforcer la cohésion de la République ?

30 janvier 2010

Sous la présidence de
Arlette FRUCTUS

Rapport élaboré par
Thérèse BASSE

Fernand Braudel écrivait : « Une nation ne peut être qu'au prix de se chercher elle-même sans fin, de se transformer dans le sens de son évolution logique, de s'opposer à autrui sans défaillance, de s'identifier au meilleur, à l'essentiel de soi, conséquemment de se reconnaître au vu d'images de marque, de mots de passes connus des initiés (que ceux-ci soient une élite ou la masse entière du pays, ce qui n'est pas toujours le cas). Se connaître à mille tests, croyances, discours, alibis, vaste inconscient sans rivages, obscures confluences, idéologies, mythes, fantasmes ». Ainsi s'est effectivement constituée au cours de notre histoire l'« âme de la France ». Un pays, qui en dépit du fait qu'il ne représente que 1 % de la population mondiale, accumule des atouts qui devraient réjouir tous les Français. Strabon, qui vivait à l'époque du Christ, avait déjà eu l'attention attirée par ce pays dont il vantait « la correspondance qui s'y montre sous le rapport des fleuves et de la mer, de la mer intérieure et de l'océan », ce qu'il appelait « une prévision intelligente », un véritable cadeau des dieux. Sans aller jusqu'à cultiver cette arrogance qui reste notre principal défaut, force est toutefois de reconnaître que l'Hexagone allait bien devenir un élément du catéchisme républicain, le symbole d'un pays qui s'est voulu équilibré et élégant, alors qu'il n'a jamais été qu'un agrégat de peuples désunis ». Extrait de, « Pouvez-vous devenir ou rester français ? », de Jacques de Marseille. Le Point, 4 février 2010, page 72

SOMMAIRE

Participants aux tables rondes.....	p. 5
Préambule.....	p. 6
Tables rondes	
Introduction.....	p. 9
Le réflexe identitaire national.....	p. 13
Le réflexe identitaire communautaire.....	p. 17
Le réflexe identitaire religieux.....	p. 19
Le réflexe discriminatoire (prénom).....	p. 21
Quelques réactions du public.....	p. 25
Propositions.....	p. 26
Autres propositions.....	p. 29
Annexe 1, réflexions complémentaires	
L'identité française selon Fernand Braudel.....	p. 32
Marseille quart Nord, Chronique marseillaise, Benito Pelegrín.....	p. 34
Annexe 2	
Synthèse des questionnaires.....	p. 35

La conférence est la suite des réflexions menées par un groupe de travail, constitué autour de la question de la réconciliation.

Engagés dans l'apaisement des tensions sociales, conscients des difficultés traversées par notre pays, nous voulons travailler à identifier les obstacles à la cohésion, afin de les traiter autour de temps de concertations permettant de faire émerger des réponses.

Notre approche consiste à construire un espace d'écoute, un lieu d'expression des ressentis personnels, des revendications. Nous proposons une mise en dialectique du vécu, venant nourrir la réflexion. Les différents temps d'échange servent à approfondir cette réflexion, pour parvenir à une meilleure compréhension des dysfonctionnements et élaborer des constats, états de lieux, des débuts de réponses personnalisées dont nous tirons ensuite des orientations, servant d'entrée en matière à la mise en débat collective. Notre relation est basée sur le respect des points de vues. Le questionnaire ou le débat public crée un aller-retour entre les réflexions du groupe de travail et l'extérieur de façon à élargir la pensée. La finalité, aboutir à des réponses structurées et des actions oeuvrant à la préservation de notre socle commun, la cohésion nationale.

Ce qui suit dans ce rapport est la restitution de la conférence, faisant suite à nos travaux. Nous avons pour cette première conférence procédé à un large balayage des questions liées au repli identitaire. Par la suite, nous proposerons des rencontres thématiques à vocation pédagogique, ouvrant à une plus large interaction avec les participants. Ces temps de rencontres seront consacrés à une meilleure connaissance de l'histoire, des cultures, de la langue.

Les quatre thèmes ayant émergés sont :

- Le réflexe identitaire national
- Le réflexe identitaire communautaire (ex-colonies, Algérie)
- Le réflexe identitaire religieux
- Le réflexe discriminatoire (prénom)

Ils ont été travaillés en sous-groupe avec un rapporteur par groupe.

Nous avons fait appel à deux modérateurs, ayant compétences par la pertinence de leurs savoirs, à enrichir les réponses personnelles apportées, avant la mise en débat.

Après l'exploration des quatre thématiques, précédées par une introduction, détail des propositions du groupe de travail, enrichies par : les réponses au questionnaire, les commentaires des modérateurs et des personnes présentes.

PARTICIPANTS AUX TABLES RONDES

Présidence

Arlette Fructus

Animation du groupe de travail

Thérèse BASSE

Modérateurs

Jean-François MATTEI

Philosophe, membre de l'Institut universitaire de France

Né à Oran en Algérie, il fait des études classiques au Lycée Lamoricière jusqu'à l'hypokhâgne, puis des études supérieures à l'université d'Aix-en-Provence où il obtient le Prix Marcel Reybaud décerné à la meilleure licence de philosophie. En 1962, à 21 ans, Jean-François Mattei, quitte l'Algérie. Il est diplômé de sciences politiques à l'IEP d'Aix-en-Provence en 1965 et agrégé de philosophie en 1967. Il soutient sa Thèse d'État, « L'Étranger et le Simulacre. Essai sur la fondation de l'ontologie platonicienne », sous la direction de Pierre Aubenque à l'université de Paris-IV Sorbonne en 1977. Docteur d'État ès lettres en 1979, il est aussi agrégé de philosophie, diplômé de science politique. Après avoir enseigné au Lycée Fermat de Toulouse et au Lycée Thiers de Marseille entre 1967 et 1979, il est professeur émérite à l'université de Nice-Sophia Antipolis.

Jean-Marie MANZON

Principal

Né à Allauch, élève de l'école normale d'instituteurs d'Aix en Provence de 1967 à 1971, instituteur puis professeur en 1981 de lettres. Licenciés de lettres modernes en 1977, puis en sciences de l'éducation en 1984, Jean-Marie Manzon a également animé puis dirigé des centres de vacances, camps d'adolescents à l'étranger, ainsi qu'une maison familiale. En 1991, Jean-Marie Manzon devient personnel de direction d'abord en Haute Loire (Monistrol sur Loire puis de 1993 à 1997 au Chambon sur Lignon), puis dans le Gard (1997 à 2000 Saint Jean du Gard et 2000 / 2004 SALindres banlieue industrielle d'Alès). Revenu dans le département en 2004 à Châteauneuf-les-Martigues et enfin à Marseille depuis septembre 2007, il est principal au collège Arenc Bachas, qui accueille principalement des jeunes défavorisés.

Intervenants

- Le réflexe identitaire national

Marie-Pierre LEDUC

- Le réflexe identitaire communautaire (Algérie)

Nadya KADRI (rapporteur)

Sadjia SADANI

Keira SID

- Le réflexe identitaire religieux

Ghania HENRY (rapporteur)

Fatima BENHAMMOUDA

Nabila MESSAOUDI

- Le réflexe discriminatoire (prénom)

Suzanne (Bessy) BERNARD (rapporteur)

Saïd ISSOUF ALI (rapporteur)

Zineb KADDOUR – REBHIA

PREAMBULE

Jean-François MATTEI
L'Étranger (Albert Camus)

« Toute étrangeté est inquiétante, car elle brise la quiétude de l'autre ».

Jean-François Mattei, philosophe, est membre de l'Institut universitaire de France et professeur émérite à l'université de Nice-Sophia Antipolis.

*En lien avec la question de la cohésion républicaine, il a récemment publié, « La Barbarie intérieure » (PUF, Quadrige, 2004), cette forme d'autodestruction de soi. Le barbare, n'est pas toujours l'autre, mais d'abord soi-même, projetant sa propre barbarie sur l'autre. Un autre ouvrage en collaboration avec Raphaël Draï, « La république brûle-t-elle ? : Essai sur les violences urbaines françaises » (Editions Michalon, 2006), consacré à ce qui s'est passé en 2000, pendant à peu près un mois, un mois et demi. Il y eut, nous dit l'auteur, un tas de voitures, d'écoles, de bâtiments, de théâtres mêmes brûlés en France. La cohésion nationale ou républicaine, ce que l'on appelait autrefois l'espace public en a été plus que chamboulée. Plusieurs personnes, des politologues, des sociologues se sont demandées comment une telle chose peut arriver. Serait-ce aux frontières, dans les endroits les plus éloignés, ce que l'on appelle **les banlieues**. **Là, ou autrefois on sonnait le ban, là où l'on mettait les individus au banc de la société**, car c'est ce qu'évoque le mot banlieue. Très souvent, d'ailleurs, les banlieues aujourd'hui se trouvent hors de la société. Ces questionnements ont mené à une interrogation : pourquoi la République ne fonctionnait plus en tant « Respublica », en tant que chose publique ».*

L'Étranger correspond pleinement au thème que vous traitez aujourd'hui au Parti Radical sur l'identité française ou l'absence de cohésion nationale.

Albert Camus est un homme qui a bénéficié de ce que l'on nommait autrefois, et encore aujourd'hui, d'une expression d'ailleurs peu élégante, l'« ascenseur social ». Chez lui, si l'on veut garder cette image, ce serait un ascenseur intellectuel et même un ascenseur spirituel. Camus est né en Algérie d'un père, mort à sa naissance, qu'il n'a donc pas connu, lors de la première guerre mondiale. Ce père était français de souche comme on l'invoque communément. Sa mère était une espagnole, retardée mentale, analphabète qui n'a jamais su ni lire, ni écrire son nom. Ils vivaient à Alger dans les années 1930, non pas dans la pauvreté comme aujourd'hui dans les banlieues, mais dans la misère au sens des *Misérables* de Victor Hugo. Cet homme, **Albert Camus, a réussi grâce précisément à l'intégration républicaine de l'époque**, grâce à son instituteur, Monsieur Germain. Il a réussi à passer le concours des bourses et à entrer en 6^{ème} en quittant l'école élémentaire qui manifestement avait bien fait son travail puisqu'il allait devenir prix Nobel de littérature. **On lui avait donné ce que l'on appelle aujourd'hui les « fondamentaux », c'est-à-dire non pas simplement l'orthographe, mais la littérature, la lecture, les connaissances minimales sans lesquelles aucun de nous n'est un citoyen.** Cet homme a réussi par la force du poignet, entre la misère et le soleil, comme il le dit dans *L'Étranger*, dans l'opposition aussi entre la grisaille de la France et le soleil éclatant d'Algérie, à devenir l'un des plus grands écrivains français.

Son livre le plus connu, *L'Étranger*, est le roman français le plus vendu, les plus traduit et le plus diffusé de tout le XXe siècle, il a donc une importance capitale.

J'entre maintenant dans la vision de *L'Étranger* afin de la rapprocher du thème de votre réflexion aujourd'hui. Qu'y a-t-il d'intéressant dans *L'Étranger* ? D'abord le fait, puisque vous allez parler tout à l'heure de prénoms, que Meursault, le héros de *L'Étranger*, représente symboliquement Albert Camus. Le nom de Meursault est un jeu de mot sur « Mer » et « Soleil » : c'est un homme uniquement composé de *mer* et de *soleil*, comme beaucoup de méditerranéens. **Albert Camus avait d'ailleurs développé une forme de pensée qu'il avait appelé « la pensée de Midi », une**

expression empruntée au philosophe allemand Frédéric Nietzsche. Entendant à Nice pour la première fois *Carmen* de Bizet, Nietzsche avait trouvé magnifique cette musique qui s'arrachait à la froideur germanique des opéras wagnériens. Nous sommes avec Bizet, avec cette musique espagnole, avec *Carmen*, nous sommes au cœur de cette « pensée de Midi ». Camus emprunte cette expression à Nietzsche et dit que ce qu'il veut penser est **une pensée méditerranéenne, une pensée de la mer et du soleil.**

Pourquoi a-t-il utilisé la situation déplacée d'un *étranger* pour désigner la situation de l'homme d'aujourd'hui dans les sociétés modernes ? **Ce n'est pas seulement le citoyen français dans une ville qui se nommait Alger qui est ici concerné. L'Algérie, ne l'oublions pas, n'était pas une colonie, mais un département français avant Nice et la Savoie. La question posée concerne l'identité algérienne, en tant que telle, exactement comme se pose aujourd'hui la question de l'identité française et plus généralement, celle de l'identité européenne.** Camus se rend compte que cette identité est à rechercher d'une certaine manière, que cette identité est *étrange*. Alors, comment essaie-t-il de l'approcher ? Toujours par un jeu d'opposition, comme il le fait dans ses textes, par un jeu de balancement. Un grand nombre de titres d'ouvrages ou de chapitres de Camus portent sur un balancement entre deux termes: l'envers et l'endroit (l'envers et l'endroit du monde, l'envers et l'endroit de la réalité). L'un des chapitres de *L'envers et l'endroit*, son premier livre, s'appelle « Entre le oui et le non », un autre s'appelle « la mesure et la démesure », etc. Chez Camus, il y a toujours ce jeu d'oppositions entre le bien et le mal, la lumière et l'ombre, le haut et le bas, ou, comme disait Aragon, entre celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas. On pourrait dire aussi entre la droite et la gauche. C'est-à-dire que toute l'expérience humaine, toute l'existence, se partage, comme un balancement, entre deux pôles. Un pôle généralement privilégié par ceux qui en sont proches et l'autre par ceux qui en sont éloignés. Je sais bien que l'on parle de dialogue interculturel ou inter-politique, inter-social ou inter-sexuel. **Il y a une sorte de partage du midi qui fait que l'on ne sait pas toujours comment se situer** et le problème, pour Camus, était beaucoup plus important étant donné que de l'autre côté de la Méditerranée, sa mère parlait certes espagnol, mais peu français et ne lisait pas du tout car elle était analphabète. D'ailleurs, l'ouvrage inachevé de Camus, *Le premier homme*, est dédié à sa mère : « À toi qui ne pourra jamais lire ce livre ».

Albert Camus s'est demandé quel était son statut en tant que citoyen français et en tant qu'homme né en Algérie, un pays composé, outre les Arabes, les Berbères et les Kabyles, d'Européens d'origine espagnole, d'italienne, maltaise, de Méditerranéens en général, et aussi de provençaux ou de strasbourgeois qui s'étaient rendus à partir des années 1840 en Algérie à cause du phylloxera ou de catastrophes comme la guerre de 70 avec la Prusse. Donc, **Camus se demande quel est son statut, en tant qu'homme, en tant que citoyen, en tant qu'algérien.** Je partirai d'une remarque qu'il fait précisément dans *Le Premier homme*, où il nous dit que les Parisiens, en particulier les milieux intellectuels autour de Saint-Germain des Prés et dans les milieux sartriens, ne l'aimaient pas du tout. « C'est l'Algérien en lui », écrivait-il, « qu'ils n'aimaient pas ». **Camus a toujours senti qu'il n'était pas le bienvenu à Paris, en particulier sur la rive gauche, parce qu'il était algérien.** On ne disait pas encore « pieds-noirs », l'expression n'était ni utilisée par les pieds-noirs, ni par les Français de l'hexagone, on disait : les algériens.

Il y avait une sorte de refus identitaire de quelqu'un qui avait pourtant la nationalité française, qui avait sa carte d'identité, qui parlait français, qui était allé à l'école française, puis à l'université française. L'université d'Alger était alors la deuxième de France après la Sorbonne en nombre d'étudiants et avec des professeurs très connus. **Camus se demande pourquoi son étrangeté fait problème vis-à-vis des Français de France ?** Il s'est posé la question : « **qu'est-ce qui en moi est étrange ?** » et, c'est là qu'il écrit *L'Étranger* où il se projette dans la figure de ce personnage qu'il appelle *Meursault*, mais qui, dans la première version du roman, s'appelait *Mersault*. Meursault, ce mélange de mer et de soleil, de matérialité et de sensualité, et ce qu'il appelle dans un texte ancien une « heureuse barbarie », car il se rendait compte que les gens qui habitaient l'Algérie étaient en un sens des *barbares*, j'ose dire des *berbères* : c'est le même mot en latin comme en français. Des gens qui n'étaient pas encore aussi policés, comme on le disait des

gens qui habitaient en métropole les quartiers intellectuels, c'est-à-dire à Paris le quartier latin. Camus n'a pas pu entrer à la Sorbonne car sa maladie, la tuberculose, lui interdisait de passer le concours de professeur, et donc de devenir fonctionnaire.

Il se demande **quel est le statut de l'étranger. Ce statut est double parce que l'on n'est étranger que par rapport à une identité préalable.** Je me sens étranger dans un milieu quelconque, social, intellectuel, professionnel ou tout autre. **Je me sens étranger lorsque je m'oppose à une identité d'autant plus forte qu'elle m'est répulsive d'une certaine manière, alors que le même phénomène se fait dans l'autre sens.** Si je me sens étranger par rapport à une identité, je me sens étranger en moi-même dans la mesure où ma propre identité n'est pas reconnue. C'est à la fois l'identité d'autrui qui ne m'est pas connue et ma propre identité qui n'est pas reconnue par autrui ; mais comme les deux identités font miroir, je suis en face de quelqu'un qui ne reconnaît pas mon identité. **L'échange d'identités implique en même temps un échange d'altérités, c'est ce que les philosophes appellent la « dialectique », cet échange qui est simplement un dialogue.** Le mot dialectique vient du grec *dialogos*, « dialogue ». Donc, **lorsque je parle avec quelqu'un dont je ne partage pas l'identité et qui ne partage pas la mienne, il y a une étrangeté,** et même, comme disait Freud dans un texte que Camus a dû connaître, « **une inquiétante étrangeté** ». **Inquiétante dans la mesure où elle brise une quiétude** quand vous regardez l'identité d'autrui, surtout si cette identité est fortement affirmée, plus affirmée peut-être que la vôtre. C'était le problème pour Camus en Algérie, l'identité des arabes et des berbères était plus forte que la sienne, d'une part parce que lui-même n'était ni Arabe, ni Berbère, ni, d'autre part, Français de métropole. Il était en porte-à-faux avec l'identité sociale, l'identité politique, avec même l'identification républicaine, et il se demandait si cette identité n'est pas finalement la figure de l'être humain. D'une certaine manière, on est toujours étrange aux autres et étranger à soi-même

Camus se rendait compte que nous sommes toujours étrangers à nous-mêmes. Il se demande alors s'il est possible par la littérature, c'est-à-dire par l'art, par la culture, de permettre à des gens qui se sentent étranger à leur milieu social et intellectuel, voire même à leur milieu linguistique, de trouver son identité. Après tout la langue française n'était pas la langue des Berbères et des Arabes ; mais d'un autre côté beaucoup d'écrivains arabes et berbères, comme Mouloud Feraoun, par exemple, ont appris la langue française à la petite école, puis à la grande, en parvenant à maîtriser une langue donc une culture. **Est-il possible de reproduire ce phénomène d'identification à une culture universelle, et non pas à une culture refermée sur elle-même, ce que l'on appelle les cultures identitaires aujourd'hui ?** Est-il possible par la culture, comprenons par la culture littéraire, la langue, la maîtrise des arts, avec le théâtre, le cinéma, la musique, de s'ouvrir à un monde plus universel ? **Même si au fond de nous-mêmes, nous restons toujours étrangers au monde,** pense Camus, parce que nous n'arrivons pas à coïncider totalement avec les autres hommes, serait-ce dans notre famille, notre milieu social, professionnel ou politique, **il est possible de transfigurer cette figure de l'étranger pour en faire la figure d'un homme qui serait en paix avec lui-même et avec les autres. Il serait réuni au monde et aux autres hommes à la fois, à la nature et à l'histoire, afin de donner un sens à la vie.** Je crois que le but d'Albert Camus était de trouver le chemin qui le ramène dans une culture qui avait fait du pauvre enfant qu'il avait été, de cet homme qui vivait dans un dénuement intellectuel et matériel presque total, l'un des plus grands écrivains français.

TABLES RONDES

« *L'identité nationale est largement une construction, mais une construction qui est aussi un capital partagé¹* ».

« *Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation²* ».

Introduction Thérèse BASSE

« *Liberté, égalité, fraternité* »

Les périodes de crises et leurs corollaires sont propices au retour du refoulé, à l'éviction de sa sphère protectrice de tout élément, en apparence hostile. C'est le temps de la claustration, du repli dans les tranchées de l'entre-soi, prêt à défendre son pré carré (privilèges, communautés, territoire, jusqu'au pas de porte) pour se protéger de l'autrui (jeunes, immigrés, chômeurs, pauvres).

Prenons garde, en ces moments où l'émotionnel prédomine, aux réponses politiques hasardeuses. L'espace public devrait être utilisé, pour mettre en débat les opinions, les ressentis, hors de tout ce qui viendrait renforcer la stigmatisation, la division. Ainsi nous, radicaux, avons conçus un intervalle de mise en dialogue des individualités, construit autour de l'écoute, du respect, du raisonnement. Un intervalle, aire de prise de conscience que la diversité de nos apports n'est pas un problème mais une valeur ajoutée, à partir du moment où elle ne refuse pas de s'articuler au sein du même ensemble. La diversité devient alors outil d'innovation dans le traitement des enjeux qui se posent à nous.

Dans le cadre de nos travaux, une série de réflexions a été menée. Dans un premier temps, le débat a été contextualisé dans un questionnaire, faisant ressortir les questionnements du groupe. L'objet, intégrer d'autres points de vues. Une remarque fut faite, rappelant que le thème de la réconciliation, se situant bien au-delà, ne pouvait pas se restreindre au débat sur l'identité. Nous rappelons que nos travaux ont débuté avant l'introduction du débat national. Il n'est sans doute pas étonnant que ce soit l'éducation, premier thème abordé qui nous ait conduit vers ce sujet, l'échange sur le rôle et la place des parents, menant à évoquer les difficultés d'encadrements éducatifs, de cohabitation, la nationalité, la religion, l'immigration.

Bien ou mal posée, cette question existe, il ne faut donc pas l'occulter. Traiter les peurs et les souffrances dont le pays est porteur, pour parvenir à la conciliation n'est pas simple. Nos échanges ont démontré la nécessité de réaliser en profondeur ce difficile et douloureux débat. La réconciliation comportant, bien entendu, différentes thématiques en lien direct avec le principe de cohésion : entre les peuples, entre citoyens et classes sociales, entre les hommes et les femmes, entre les religions, avec l'institution, etc, que de chantiers de réflexion, que de fil à tisser entre les groupes pour tenter de déterminer pourquoi la nation ne parvient plus à créer des liaisons entre les individus qui la composent. Où se situe le point de rupture ? Pourquoi se marginalise-t-on ? Pour quelles raisons alors que la population française dans sa très grande majorité aime sa France, ce passionnel identitaire, ce retour dans le « moi », ce moi au sein duquel chacun se claquemure, entraînant la désagrégation du corps ?

A travers le débat national sur l'identité, nous avons été appelés à nous interroger sur : « Qu'est-ce qu'être français ? ». Les questionnements ne sont-ils pas parfois réducteurs, ne masquent-ils pas un désarroi ? Méfions-nous du désarroi, car des questions mal posées ouvrent à des solutions inadaptées. Maryse Condé³ dit regarder avec méfiance la notion d'identité, celle-ci apparaissant très vite comme étant la résultante d'un sentiment de menace : « On parle beaucoup d'identité culturelle.

¹ Extrait de, « Pouvez-vous devenir ou rester français ? », de Jacques de Marseille. Le Point, 4 février 2010, page 72

² Ernest Renan, conférence 11 mars 1882 à la Sorbonne. Le Point

³ Propos sur l'identité culturelle, in Négritude : traditions et développement, sous la direction de Guy Michaud, éditions complexe, 1978, page 77

L'expression recouvrirait la notion d'une personnalité originale et nettement définie se manifestant à tous niveaux de l'expression collective d'un pays ou d'un peuple et lui permettant de s'affirmer face à l'Autre. Dès le départ, il faut le dire, cette notion nous a inspiré une certaine méfiance car il apparaît très vite qu'elle est le résultat d'un sentiment de menace. En effet, ce ne sont pas les pays et les peuples forts qui en parlent, mais ceux qui redoutent l'effritement ou l'inexistence de leur puissance politique ou économique ». D'ailleurs, Maryse Condé rajoute que la peur et le sentiment de menace peuvent engendrer des mythes forts contestables. Prenons donc garde à nos fantasmes. Il nous faut mettre en relation les questionnements sur l'identité française avec les grands bouleversements sociétaux du siècle dernier, pour tenter de traiter efficacement les peurs, notamment engendrées par la crainte de tout ce qui, situé hors frontière, hors de l'espace connu même affaibli, semble menacer l'équilibre tant chèrement obtenue.

Nous avons choisi de poser comme problématique : « Comment renforcer la cohésion républicaine ? ». La république une et indivisible ne se décrète pas, elle s'édifie autour d'un projet commun dans lequel le « vivre ensemble » va trouver son sens. En abordant la cohésion sous l'angle du repli identitaire, nous avons voulu à partir de réflexions personnelles partant de la base, en penser sa construction, hors de visions étriquées, pour parvenir à une analyse des souffrances portées par notre pays, empêchant la réconciliation. Il nous faut avoir enfin le courage de regarder en face ces souffrances, pour parvenir à faire le deuil de ce qui nous divise. La source des problèmes est-elle en réalité telle ou telle communauté aux origines surtout extracommunautaires ? N'est-elle pas bien plus profonde, se reflétant par exemple dans le grand retour du régionalisme ou encore le clanisme ambiant tant politique, que social ? Tant de plaies sont encore béantes, non cicatrisées, il nous faut en discuter pour pouvoir enfin faire face à un présent où se dessine notre avenir commun. Il nous faut consentir à évoquer le passé, pour ne pas être condamné à le voir violemment ressurgir, à chaque détour de crises. Refuser de traiter le refoulé altère dans le temps la santé psychique de la nation.

Que masque en réalité la cristallisation sur la religion musulmane ? Que sous-tend la défense du sanctuaire ? Définissant la laïcité d'aujourd'hui, Jean Baubérot⁴ la voit comme un triangle. « Le premier côté représente le respect de la liberté de conscience et de culte ; le deuxième côté, la lutte contre toute domination de la religion sur l'Etat et sur la société civile ; les croyants auront tendance à s'appuyer surtout sur le premier. Au contraire, dira-t-il, comme la société s'est sécularisée, des agnostiques se sont construits une sorte de laïcité identitaire s'appuyant ainsi sur le deuxième côté exclusivement. Et, d'ailleurs les médias vont très volontiers parler de laïcité sous cet angle, parce que c'est le plus conflictuel ». Si réellement, notre préoccupation est la cohésion, prenons garde à ne pas attiser les conflits, en participant à propager l'inquiétante image, répandue par une certaine faction médiatico-politique, d'un sanctuaire laïc en proie à des menaces allogènes dont le projet serait, comme il se dit, « d'arabiser » la France. Protéger les acquis durement gagnés, donnant lieu à la loi 1905, vouloir préserver les grands principes démocratiques qui en ont émergés ne doit pas conduire au rejet plein et entier des citoyens d'origines Maghrébines ou Arabes.

« La laïcité, d'aujourd'hui est à réinventer pour lui redonner un cadre, celui du combat pour la reconnaissance de la pluralité de la nation et le respect des diverses confessions. C'est une lutte pour la démocratie, celle qui exige une morale élevée, qui place l'homme dans une situation privilégiée faite de liberté, de responsabilité et d'égalité de chance, toutes tempérées par la solidarité⁵ ».

« La laïcité « ouverte » exige un traitement équitable à l'égard de tous les cultes, l'évolution de la notion de laïcité et de la géographie religieuse exigera probablement un difficile débat public sur cette question⁶ ».

Nous devons peut-être nous ouvrir à une nouvelle bataille laïque qui consisterait à réfléchir l'égalité des religions et des convictions, afin de penser la place du culte musulman dans l'espace laïc. Cela

⁴ Télérama n° 2812, du 06 / 12 / 2003, Jean Baubérot, laïcité j'écris ton nom, les clés du débat, page 14

⁵ Henri Caillavet, Laïcité, la conquête de la démocratie, article

⁶ Odon VALLET, petit lexique des idées fausses sur les religions, éd. Albin Michel, 2002, page 108

permettrait de renforcer le visage démocratique de l'islam de France, rassurant bons nombres de nos concitoyens musulmans et fermant la porte aux fondamentalistes, aux prises en otage sous la forme de burqa ou autre. Oui, il est peut-être temps de cesser de jouer avec les peurs, l'entrée dans la visibilité nationale, ne doit pas s'entreprendre par ce biais. Elle doit, par exemple, donner matière à engager le débat sur la nécessaire refondation d'une société sclérosée dans sa conception statutaire de l'altérité⁷ ?

A présent arrêtons-nous sur la question du prénom, cet extirpateur du refoulé, ce révélateur de ressentis qui a suscité de vives réactions.

D'un côté, nous avons en filigrane : la peur de voir le pays se disloquer ; la peur du renforcement des particularismes menant à la perte du nous ; un questionnement sur la véracité de l'allégeance à la France (français par Amour de ce pays ou pour profiter des avantages octroyés) ; la revendication d'une aire culturelle.

De l'autre côté, est exprimée une souffrance, née de cette frustration de ne pas se voir reconnu, d'être toujours l'éternel rebuté du cercle commun. Ici, la question du changement de prénom est de l'ordre du traumatisme, celle-ci touchant au legs familial, à la transmission quelque fois d'un élément servant à perpétuer la mémoire d'un être cher que le destin vous a arraché. Nous regardons souvent par rapport à nous et à nos ressentis, mais que peut ressentir celui qui a déjà subi l'exil, celui qui a déjà été marqué dans son âme par les tentatives d'annihilation de son identité familiale ? Autrement, comment franchir le pas quand on demeure persuadé que le sacrifice, ne changerait rien car dit-on « on verra toujours la couleur ou l'origine ». Sacrifier son prénom, rendra-t-il moins difficile l'accès à l'emploi, supprimera-t-il le délit de faciès ? Le sacrifice consenti réclame une contre partie une réciprocité : la considération et le respect identique. Sacrifier son prénom réclame l'assurance de l'acceptation concitoyenne.

Donner un prénom, c'est effectivement donner une identité. L'identité renvoie à la question de la reconnaissance, de l'acceptation en tant que membre de la même communauté. L'autre me reconnaît une ressemblance fraternelle, m'inscrit dans son aire d'appartenance culturelle, estime que nous avons des intérêts communs. Je deviens dans son esprit « le même que lui », l'idée de nous face à un destin commun se forge alors, une dialectique véritable s'établit. Dès lors, que cette reconnaissance semble être refusée, assignant à résidence permanente dans la zone réservée aux corps étrangers, la rencontre devient improbable, même si de temps à autre, au goutte à goutte, le sas s'ouvre pour laisser pénétrer certains éléments jugés assimilés.

Cette question renvoie à un besoin de clarification du statut des français originaires des ex territoires coloniaux, d'extraction des postures ambivalentes profondes. La France est le fruit d'une histoire, le plus souvent douloureuse, d'unification d'hommes et de territoires. Comme le monde dans lequel il s'inscrit, notre pays a évolué, s'est transformé. Les apports diffèrent, en fonction des grandes pages d'histoires ouvertes. Ainsi, en étendant son territoire, avec la colonisation d'autres peuples, notre pays a noué des liens fondateurs d'une nouvelle histoire commune qu'il lui faut accepter.

La discussion sur le prénom met aussi en exergue, dans les différents débats, le visage d'une France, au passé historique glorieux, mais aujourd'hui en quête d'une puissance semble-t-il perdue, devant faire face à la nécessité de s'ouvrir à son environnement pour réfléchir avec efficacité son identité autour des grands défis posés : l'intégration européenne, la mondialisation, la remise en cause de l'impérialisme.

En définitive, nous avons pu constater comment une question, au premier abord « dépassée », mène à une série de réflexions. Autant dire que l'enjeu de la cohésion ne peut se contenter du simple

⁷ Il peut être d'autant plus nécessaire de savoir reconnaître les appartenances religieuses que la société française les a ignorées pendant les premières décennies du mouvement massif d'immigration privant incontestablement les « travailleurs immigrés » de leur droit à une liberté religieuse effective. Jusqu'au début des années 80, c'est en effet quasi exclusivement comme « travailleurs » que les immigrés (musulmans) ont été appréhendés. In, Sciences humaines, Françoise Champion, hors-série n°39, la laïcité face aux affirmations identitaires, décembre 2002 / janvier-février 2003, page 15

énoncé en concept. Œuvrer à la cohésion sociale, c'est travailler à gérer les incompréhensions, questionner les malentendus, cesser les procédures d'instrumentalisations, lutter contre tous ce qui renforcent les tensions sociales. Parvenir à accepter de vivre ensemble dans le respect mutuel demande une véritable révolution idéologique de notre nation. Le travail mené sur la clarification des maux permettrait sans doute de ne plus se replier au sein de postures identitaires ethnocentrées au relent xénophobe, proche parfois de la schizophrénie. Notre pays mérite mieux. Notre pays mérite que nous revenions sur ce qui a fait sa grandeur, son humanisme, sa capacité à l'altérité, rendant ses idées universelles. Au-delà de l'identification sociale, politique ou encore républicaine, il est question d'identification à une culture universelle, d'identification humaine, contenue dans le troisième principe de notre devise. Nous pourrions alors retourner dans une langue commune, une langue vivante dont la vivacité a aussi reposé sur sa faculté à intégrer pour faire sien des mots aux origines étrangères.

Si ce qui constitue l'identité est le regard de l'autre, il est sans doute plus que vital aujourd'hui que le politique se positionne clairement, fasse évoluer ses propres représentations concernant la place dans la cité de certains composants de la nation. Car effectivement, n'oublions pas que celle qui norme, qui ordonne l'espace public est avant toute chose l'Institution. Si le désordre intellectuel et législatif règne en son sein, le désordre sera dans la cité. Car finalement, la France, en tant que territoire d'appartenance n'est pas remise en cause, par contre souvent l'institution, vécue à travers le politique, l'est. Le doute existe quant à sa capacité à prendre en main la destinée collective du pays. Son manque de considération égale et d'exemplarité est déploré. Une trop grande partie ne trouve pas en l'institution l'écho à la devise « liberté, égalité, fraternité ».

John Rawls, dans la Théorie de la justice⁸ écrit : « Une société est bien ordonnée lorsqu'elle [...] est déterminée par une conception publique de la justice. C'est-à-dire qu'il s'agit d'une société où, premièrement, chacun accepte et sait que les autres acceptent les mêmes principes de la justice et où deuxièmement, les institutions de base de la société satisfont, en général, et sont reconnues comme satisfaisant ces principes. [...] Entre les individus ayant des buts et des projets disparates, le fait de partager une conception de la justice établit les liens de l'amitié civique ; le désir général de justice limite la poursuite d'autres fins. Il est permis d'envisager cette conception publique de la justice comme constituant la charte fondamentale d'une société bien ordonnée ».

Il est peut-être temps de réellement **renouveler le pacte républicain** et **fonder un véritable projet sociétal commun**.

Que veulent les français, dans ce moment de siècle : qu'est-ce qu'il leur est essentiel ?

Des termes reviennent principalement : éducation, valeurs, règles, justice, respect, exemplarités, reconnaissance, référentiel commun, médias non stigmatisant.

En définitive, plutôt que l'entraînement dans des fantasmes, les français veulent **une urbanisation réfléchie**, un **traitement efficace de la question sociale**, des **instances de concertation écoutées et en capacités de prendre des décisions**. Ils veulent également être **réassociés aux débats touchant aux véritables enjeux de la nation**.

Le citoyen français a besoin de **réentendre affirmer les valeurs qui font la France** avec clarté, conviction et, d'une classe dirigeante en capacité de transmettre par son **exemplarité** ces valeurs.

La France a besoin d'un retour à la confiance en une institution politique capable de réguler fermement, mais équitablement et de garantir la cohésion sociale et non de renforcer la division au sein de l'espace républicain.

⁸ Seuil, 1987, page 31

Le réflexe identitaire national

Marie-Pierre LEDUC

La mémoire collective garde jusqu'à nos jours le souvenir des souffrances, des déchirures qui ont traversées notre pays.

Retracer l'histoire permet de mieux comprendre notre histoire nationale présente.

Nous allons évoquer l'esprit français à travers son altérité, la mélodie de sa langue enrichie par les peuples qui nous composent depuis 2000 ans, évoquer également notre âme, qui, de siècle en siècle, de jour en jour, épouse toutes celles qui se présentent.

Voici environ 2000 ans, Rome « la barbare » phagocyte notre civilisation, car civilisation nous avions avec routes / commerces/ organisations/ cultures artisanales et artistiques.

Dans le sillage de Rome, « l'église » efface notre mythologie dans un brassage panthéiste.

De là, un fil rouge conduisit tous nos rois, tous nos dirigeants, à lutter pour l'unité dans des frontières naturelles, coûte que coûte, et il en coûta !
Certains eurent même des rêves d'Europe !

De grandes invasions, en passage des normands qui revinrent sous le nom « d'anglais » pour revendiquer la couronne et l'aquitaine pendant plus de 100 ans, le royaume se structurait, digérant finalement ses nouveaux sujets.

Pour autant, la mémoire collective garde jusqu'à nos jours, le souvenir de ses souffrances : n'utilisons nous pas l'expression « ostrogot » pour désigner un malotru ; « flèches de parties » pour une trahison ?

L'état et l'église, des siècles plus tard, n'ont-ils pas dans un même élan, béatifié la pauvre et mystérieuse Jeanne ?

Aucune dissidence ne pouvant être admise, le pays subit des guerres de religions, débouchant, outre les pertes humaines, sur des exodes massives de population, exodes économiques et intellectuels en faveur de nos voisins.

Ces guerres religieuses et économiques révélèrent surtout la déchirure nord/sud, langue d'oc / langue d'oïl, et je me permet le raccourci, gauche/droite.

En fait, quel que soit le problème, en 2010 encore, nous sommes divisés à 50/50.

Je choisis arbitrairement de « recoller » avec les guerres de religions celles de Vendée, ce génocide perpétré contre ces vendéens catholiques, assorti d'exactions inavouables. Jamais nos historiens officiels ne reconnurent les faits, jamais aucune demande de pardon ! Unité toujours ?

N'avons-nous pas regarder « l'autre », le migrant qui ne portait pas « sa terre à la semelle de ses souliers », mais son désespoir avec son savoir, comme l'envahisseur, alors même qu'il reconstituait les forces vives de la nation ?

Ils sont « nous » ces juifs marranes ou d'Europe centrale, ces polonais, ces russes, ces italiens, ces espagnoles, ces portugais, ces arabes.

Ici, considérons le douloureux troupeau de la « migration intérieure ».

Ils étaient mes grands-parents, ces provinciaux qui quittaient sans joie leur campagne, pour, à la fois, nourrir leurs enfants et la « révolution industrielle ».

Aujourd'hui, nous parlons des banlieues.

Prenons un instant pour imaginer leur vie de travail, et leur installation, au cotés des autres émigrants, dans les bas-fonds des villes, sur les zones inondables du Rhône, de la seine, sur les « fortifs ».

Ils ont pourtant tous construit la France !

Et l'histoire passait...

L'état renforçait nos marches, perdant une province-là, en épousant une autre ici...

Nous avons « marié » la Bretagne, la mariée est toujours en noire, acheté la Corse, l'opération, à bien des titres, n'est pas si bonne que ça... Si l'Aquitaine, l'Artois, l'Alsace furent martyrisés par l'ennemi, nous fîmes nous-même « merveille » pour soumettre la Franche-Comté...

Nos compétences s'exerçaient également très bien dans le commerce : le port de Nantes était le plus grand port « négrier » d'Europe.

Nous avons peuplé nos « belles îles » et beaucoup exporté aux Amériques.

L'Angleterre commémore dans un musée « l'esclavage », nous pas.

Survolons ces guerres civiles que furent la fronde et la commune, n'y voyons que des français contre d'autres français.

Je voudrais tout de même raconter l'histoire d'une famille qui fut déportée en Algérie, les chaînes aux pieds, après la commune et rapatriée, dans les années soixante, les menottes aux mains pour appartenance à l'OAS. Rassurez-vous, aujourd'hui, de nouveau, elle participe à notre essor.

La révolution de 1789, pensée par des bourgeois pour des bourgeois, coûta tant et tant, qu'il faudrait peut-être qu'aujourd'hui nous intégrions enfin « les droits de l'homme » couronnés par notre devise.

Empereurs/ rois/ républiques suivirent, le peuple aussi, comme il pouvait, souvent séduit, souvent trompé, jamais indifférent.

Après le désastre de Sedan, pendant 50 ans, alors qu'ils nous apprenaient à lire, les « hussards de la république » nous firent porter le deuil de l'Alsace et de la Lorraine. Ce furent les premiers à prôner la guerre et à y tomber.

Tout avait été pour la laïcité, pourtant pendant « la boucherie » de 14/18, imputable pour l'essentiel à l'incroyable incapacité de notre commandement militaire, bien des messes furent dites ! N'oublions pas, qu'à cette boucherie, nous avons joyeusement invité les forces vives de nos populations d'outre-mer.

Les femmes, après cette hécatombe, entreprirent doucement de gagner leur indépendance...

Le « diable », entre 40 et 45, marchait à côté de chacun, il était déjà installé de longue date. Il ne s'est toujours pas retiré !

Où était le devoir, qui était l'ennemi ? A quelle date ? Après ou avant le « pacte germano-soviétique » ? Après ou avant « Mers el-Kébir » ?

Nous n'avons pas le temps, ici, d'analyse. Mais acceptons deux faits :

-1^{er}/ nos soldats en 40 se sont magnifiquement battus (le coefficient d'usure fut égal à celui de la grande guerre !)

-2°/ Sans l'opiniâtreté de M. Churchill (qui avait, il est vrai, des origines françaises par sa mère) ; sans l'engagement massif de nos populations d'Afrique derrière le drapeau brandi par le général ; sans la résistance, nous n'aurions définitivement perdu, outre l'honneur, notre place dans les nations.

Ces soixante dernières années, le monde connu des bouleversements, des terreurs si démesurées, qu'il faut bien de la raison et du courage à notre pays pour ne pas perdre son âme.

La raison commande de considérer chacun avec bénignité, le courage d'éduquer chacun sans faiblesse.

Réactions des Modérateurs

Jean-Marie MANZON

Votre exposé a été très riche, il montre la richesse de l'histoire de notre pays. Une histoire qui a eu son importance pour l'Europe et le monde. J'ai relu le livre de Fernand Braudel, « l'identité nationale », il insiste sur un fait : les mouvements de population en Europe ont été très importants depuis la haute antiquité. Tous ces mouvements débouchent sur, ce qu'il appelle, l'entonnoir français, ceux-ci allant d'Est en Ouest, arrivant forcément en France.

La France était très peuplée par rapport aux autres pays européens. Dès le XVe siècle, économiquement, elle occupe un rôle essentiel. L'unité politique s'est faite assez rapidement, influençant les autres peuples, de même que la culture apportée par la langue française, une langue parlée dans toute l'Europe, dans les milieux aristocratiques, voire bourgeois. Ce fait national s'accroît avec la révolution française qui a entraîné, ce dont on a parlé, une vocation universelle. La tentative républicaine de 1789 visait à transmettre les idées de la démocratie, les idées universelles de tolérance et le fameux triptyque de « liberté, égalité, fraternité ».

Des faits nouveaux vont assombrir cette vision positive, ce mythe, cette mystification d'une France démocratique et universelle : la question coloniale et surtout, vous avez insisté sur ce fait, la guerre de 14 – 18 qui a été un événement très important. Arrêtez-vous dans le moindre village et regardez un monument au mort, vous verrez ce que ça représentait. On appelait ça la grande boucherie, car le moindre village, même le plus petit, comptait une dizaine, une vingtaine de mort. Ce fut réellement un événement important et une perte de puissance. Une perte de puissance qui s'est poursuivie avec la débâcle de 1940, alors que l'on croyait que la France était une grande puissance, la première armée d'Europe.

Je crois qu'actuellement, en France existe une contradiction entre un passé que l'on mythifie dans le discours et cette constatation qu'il faut s'adapter à la réalité. Certains profitent de cette espèce de contradiction, exploitant l'angoisse ressentie par une grande partie des français. L'angoisse de tout ce qui est extérieur, de la puissance perdue, de la perte d'influence. Des français angoissés à la fois par la peur de l'Europe et des étrangers.

Jean-François Mattei

C'est comme si les individus et les peuples avaient parfois peur de leur identité dans la mesure où l'on ne sait pas finalement qui l'on est. Prenons la question de l'identité européenne qui n'est toujours pas résolue puisqu'on ne sait pas exactement ce qui fait l'Europe. Est-ce la langue, les valeurs, la culture, etc. ? Rappelez-vous l'échec de la Constitution européenne, et en particulier de ses attendus. Quand on a éliminé de son préambule la tradition chrétienne, grecque et romaine, qu'est-ce qui fait alors l'Europe si l'on supprime ses origines ? Le même problème se pose pour la France. La France est un pays extraordinairement divers constitué de peuples et même de mosaïques (des Celtes, des Gaulois, des Romains, des Francs). La langue française est une langue gallo-romaine, mais il y a aussi en France des Espagnols, des Italiens, des Polonais, des Russes, des

Portugais... On ne peut pas dire qu'il y ait un fond, une souche authentique, comme pour d'autres pays, par exemple la Hongrie, la Russie, où il y a des souches slaves authentiques.

Le brassage européen en général, mais français en particulier est tel que la question identitaire se pose difficilement. Ce qui me paraît faire l'unité et l'identité française, le socle, pour ne pas dire le ciment, c'est la langue. Vous avez rappelé justement tout à l'heure qu'au XVIII^e siècle, jusque la fin du XIX^e siècle toutes les Cours royales européennes et russes parlaient français. La langue française était universelle. À partir des idées non seulement monarchiques, mais aussi républicaines, étaient diffusées des visions universalistes de la culture.

Mais on constate, à partir de la deuxième guerre mondiale, une mise en cause de la signification de ce que porterait la culture française et au-delà peut-être européenne. Il y a une crise interne des valeurs et de l'identité. Donc si aujourd'hui les partis politiques discutent de l'identité française, et au-delà de l'identité européenne, c'est parce que nous vivons depuis les deux guerres mondiales une période de crise où les peuples ne savent plus quels sont les principes ou les valeurs auxquels se rattacher. Le paradoxe est que l'on continue à brandir très haut les tendances universelles portées par la France jusqu'en 1948, date de la Déclaration universelle des droits de l'homme, alors que cet universel est aujourd'hui ébranlé. D'où les replis identitaires dans leur espace privé, renforcés dans les Temps modernes par une sorte de développement anarchique de l'individualisme. Les communautés, qu'elles soient religieuses, sociales ou professionnelles, souffrent de cet individualisme. Chacun tire la couverture à soi, pour faire passer son moi, son ego, son égotisme avant toute chose. Cela pose d'une certaine manière le problème de l'identité politique, car c'est le politique qui régit tout cela.

Si l'on discute aujourd'hui de l'identité française comme européenne, c'est justement parce qu'elle se porte mal ou que les individus la ressentent mal. A nous, d'y réfléchir en oubliant pas que la citoyenneté se compose de la concitoyenneté, c'est-à-dire le fait de partager un espace public. Quand cet espace n'est plus partagé ou qu'il n'est plus partageable, cela entraîne évidemment des échauffourées.

Le réflexe identitaire communautaire (Algérie)

Nadya KADRI

Questionnement sur la nature des malentendus entre la France et l'Algérie, pour tenter d'en finir avec les conflits, les instrumentalisation, sortir des frustrations et recréer d'autres aires d'expression que la violence.

La fracture est encore présente dans la société française où vit un nombre considérable de citoyens originaires d'Algérie. Des deux cotés, il y a des souvenirs douloureux. Pourquoi donc tant de malentendus, cinquante ans après, entre la France et l'Algérie ?

C'est la non reconnaissance qui fait que la fin de la guerre n'a jamais été fêtée ou commémorée entre les deux pays, comme si les accords d'Evian n'avaient jamais existé. En France il y a peu ou pas de lieux où l'on voit un monument portant la mention 19 mars 1962 fin de la guerre en Algérie. La double reconnaissance reste en suspens et pour ce faire elle doit passer par le traité de l'amitié franco-algérien. Il nous a fallu tant d'années pour accepter la nécessité d'une reconnaissance des deux cotés.

Aujourd'hui nous pensons le moment arrivé pour en finir avec les conflits passés. Le terrain où peuvent se rencontrer les deux sociétés est la reconnaissance de l'identité française en Algérie et l'identité algérienne en France, par exemple.

Actuellement en France il y a une confusion entre le réflexe communautaire, le repli sur soi et l'attachement à la culture. Le mot « communautarisme » est par ailleurs instrumentalisé par certains responsables, relayés par les médias, à des fins purement politiques.

Des formes d'injustices ou de discriminations perdurent depuis la colonisation française en Algérie. Les « musulmans » dans l'Algérie coloniale étaient exclus de la communauté des citoyens et réduits à de simples indigènes musulmans et ces idées nous suivent jusqu'à présent, et sont ancrées dans l'imaginaire de beaucoup de personnes et certains politiques extrémistes dont la mentalité n'a pas changé.

Car en France quand on parle de communautarisme, on pense généralement aux musulmans.

Oui certains musulmans développent des comportements communautaristes. Mais posons nous la question Pourquoi ?

Il faut considérer la ghettoïsation qui a été menée pendant des années. L'exclusion sociale de ces populations, l'isolement et la marginalisation qui ont fait naître un sentiment de frustration et de laisser pour compte chez une génération qui ne trouve aucune alternative, et n'a pas l'occasion de s'exprimer. Cette génération a le sentiment de ne pas être reconnue en tant que partie prenante de la communauté des citoyens, et ne trouve bien souvent que la violence comme médium pour se faire entendre et dire qu'elle existe.

Les propositions de solution pour changer les choses :

- Encadrer et éduquer ces jeunes, les écouter, leur donner l'occasion de s'exprimer, les aider à avoir des repères, leur faire sentir qu'ils ont des droits et surtout qu'ils en aient conscience pour pouvoir exiger d'eux des devoirs liés à leur identité française, leur faire sentir qu'ils sont reconnus en tant que français à part entière, en commençant par bannir le mot « jeune d'origine »
- Brassage de la société, mixité
- S'accepter les uns les autres avec toutes nos différences (culturelles, religieuses, etc...) car cette diversité est la richesse de notre pays qu'est la France.

- Accepter de vivre ensemble dans le respect mutuel.
- donner sa chance à tout le monde dans le domaine du travail, des études, lutter contre les discriminations qui attisent le repli sur soi et les incompréhensions.
- Enfin la justice sociale.

Réactions des Modérateurs

Jean-Marie MANZON

Je pense que les problèmes fondamentaux des futures années pour les responsables politiques vont être, en priorité, la question des quartiers et des cités. Nous avons des situations de ghetto que l'on ne peut plus nier. Ce qui est grave, c'est que les gens ne vivent plus que entre-eux, il n'y a pas d'ouverture vers l'autre. Dans la situation de ghetto, on demeure au sein de la même communauté, de la même culture, à un moment donné cet esprit de village peut porter préjudice au développement intellectuel, au développement de la personne. Bien heureusement, il y a au moins à l'intérieur des établissements scolaires des personnels d'autres communautés, ayant la fonction d'ouvrir l'esprit, de permettre aux gens d'apprendre et d'aimer apprendre.

Je voudrais élargir le débat, car comme l'a dit Sartre : « celui qui vous renvoie à votre différence, c'est l'autre ». Je voulais insister sur le fait qu'il faut souffrir à l'extérieur. La communauté, ce n'est pas forcément négatif, mais il faut faire une dialectique entre les deux, en quelque sorte entre le fait que l'on aime bien être dans son village et qu'il faut aussi être citoyen du monde.

Jean-François Mattei

Effectivement, ce qui constitue l'identité d'un être, c'est l'autre. Qu'est-ce qui a constitué votre identité quand vous étiez enfant, sinon l'autre : la mère, puis le père ? Quand vous allez pour la première fois à l'école et que vous êtes le petit dernier arrivé, qu'est-ce qui vous constitue : le regard de ceux qui sont là avant vous et qui, soit vous accepte, soit vous refuse, etc.. Donc, tout regard est un regard identitaire et en même temps « altéritaire » dont on joue, toujours dans un espace extrêmement étroit, entre le jeu de l'identité ou le jeu des identités. Ce n'est à imputer ni aux Français, ni aux Européens, c'est un phénomène humain universel qui fait que toute identité est en général combative à l'égard d'autres identités. Il y a toujours des refus qui se font et des transitions à faire pour essayer de concilier les regards.

Le réflexe identitaire religieux

Ghania HENRY

La religion occupe une place très importante dans la culture des sociétés, néanmoins certains comportements communautaires sont des freins à l'intégration, de même que l'attitude xénophobe et excluante des pays ex-colonisateurs.

La religion quelle qu'elle soit occupe une place très importante dans la culture des sociétés humaines.

On distingue principalement les religions monothéistes issues de la bible (judaïsme, christianisme, islam).

Le christianisme ayant lui-même donné naissance à plusieurs religions

- catholiques
- orthodoxes
- protestantes, évangéliques

Mais nous devons constater que l'ISLAM, 2ème religion de France est présent dans l'espace européen et fait partie du paysage sociologique et qu'il pose un problème de communautarisme.

Effectivement, actualité oblige, le premier exemple de communautarisme exacerbé qui vient à l'esprit est celui du repli identitaire des musulmans qui représentent une population de 6 millions d'individus.

Certains musulmans, comme d'autres, développent des comportements communautaristes. Parmi les signes les plus visibles, nous pensons au port du voile islamique.

Ce communautarisme, véritable frein à l'intégration (dans la communauté internationale ou au sein des pays d'accueil pour les émigrés) rejette l'influence occidentale (culturelle et religieuse) héritée du colonialisme.

La religion, comme c'est souvent le cas dans les communautarismes, devient le support culturel, idéologique et dogmatique des valeurs qui le constituent.

Cependant, la dérive fondamentaliste à laquelle on assiste à une origine plus politique que spirituelle.

Pourquoi, les populations des pays arabes, même lorsqu'elles ont émigrées éprouvent-elles un malaise vis-à-vis de l'occident ?

Ne devrions nous pas rechercher la réponse dans l'attitude en apparence xénophobe, pour ne pas dire excluante des ex- pays colonisateurs ?

Il est compréhensible que des citoyens européens s'inquiètent des croyants fermés, mais il est légitime que les croyants puissent exercer leur mode de vie et leur foi dans des conditions dignes, dans un cadre laïque et démocratique.

Les musulmans de France sont depuis plusieurs mois et souvent malgré eux, sous les feux de l'actualité.

Ils sont quelques millions, dont la grande majorité est parfaitement intégrée dans la république. Ils vivent leur foi dans la sphère privée, sans état d'âme.

Réactions des Modérateurs

Jean-Marie MANZON

J'ai été formé à l'école de la République. Mon culte, celui qui m'a été inculqué dans cette école, est laïc. A l'époque, nous étions dans un schéma très troisième république, très école laïque pure et dure.

La laïcité, une construction typiquement française, me semble quelque chose d'originale, d'assez particulier. Elle s'est constituée historiquement par opposition à la religion dominante qui était la religion catholique. La hiérarchie catholique s'est longtemps opposée au XIX siècle aux républicains et démocrates en soutenant les régimes despotiques et autoritaires, en étant le plus ferme soutien de la royauté. Aujourd'hui, la grande majorité des catholiques acceptent la laïcité. La religion qui fut oubliée, est la religion musulmane. Ce n'est que depuis peu, qu'il y a des représentants de la communauté musulmane, cela s'explique historiquement par le fait que la minorité d'origine musulmane était peut-être moins importante et a pris une importance accrue dans notre époque.

Jean-François Mattei

Vous avez raison d'insister sur la laïcité à la française parce qu'elle est unique au monde. Il ne s'agit pas de dire qu'elle est meilleure que d'autres, ou moins bonne, mais elle est totalement spécifique. Cette spécificité vient du fait que la France était le pays le plus catholique d'Europe et peut-être du monde. La France, fille aînée de l'Église, fille aînée de la papauté, la France des luttes entre les incroyants et les croyants. Il y a eu des violences en France qui ont laissé des traces dans les mémoires. La laïcité s'est constituée, même à l'école dans un lieu privilégié et neutre, d'une façon polémique que l'on n'a pas vue dans d'autres pays, en particulier les pays anglo-saxons plus tolérants précisément parce que ce sont des pays à base protestante et non pas à base catholique. C'est donc essentiellement le catholicisme qui a fait problème en France. Il est paradoxal de voir que le catholicisme a échoué à se réaliser à l'intérieur de la République, ou en tout cas a, pendant longtemps, échoué ce qui a entraîné un durcissement des positions laïques, alors que la laïcité provient du christianisme.

Le premier à avoir développé un espace chrétien s'appelle Jésus-Christ : « il faut rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ». Saint-Augustin et tous les autres penseurs chrétiens insisteront : il y a d'un côté la cité des hommes, c'est-à-dire Rome pour Saint-Augustin, et, de l'autre côté la cité de Dieu. Donc, les Chrétiens ont toujours distingué ce qui appartient au politique de ce qui appartient au spirituel, d'où la double croyance qu'avaient les sujets du royaume. Ils étaient à la fois sujets du roi, dans l'ordre temporel, et sujets du Pape, dans l'ordre spirituel. Cela a bien fonctionné jusque la révolution française où il y eut un déchaînement destructeur contre la religion et toutes les religions ont souffert. Pour la religion musulmane, comme vous l'avez fait remarquer, son absence de prise en compte vient du fait que les Musulmans ont été tardivement présents en Europe, particulièrement en France. En outre, la religion musulmane n'est pas la religion traditionnelle de l'Europe. C'est d'autant plus paradoxal que la laïcité peut s'accommoder de toutes les religions, je dirais même qu'il n'y a que la laïcité qui peut s'accommoder des religions puisque c'est un espace de neutralité. C'est un peu comme une salle de théâtre. Une salle de théâtre avant la représentation est vide, n'importe quelle représentation peut venir s'y jouer, une comédie, une tragédie. Mais ensuite, quand la pièce est finie, la scène reste vide. La scène de la laïcité doit rester vide en acceptant de nouveaux acteurs. Le nouvel acteur est peut-être la religion musulmane ou d'autres religions qui pourraient venir par la suite.

Le réflexe discriminatoire (prénom)
Saïd ISSOUF ALI
Suzanne (Bessy) BERNARD

Deux positions opposées, un point commun le désir de construire sereinement ensemble un avenir commun.

D'un côté,

Le prénom, produit de l'amour, n'a pas de relation avec la nationalité. Aimer l'autre c'est l'accepter tel qu'il est. L'intégration passe par d'autres voies, notamment le travail.

De l'autre,

Un choix cornélien mais inévitable, pour marquer son appartenance volontaire à la nation même si l'on conserve une tendresse particulière pour son pays d'origine.

Saïd ISSOUF ALI

Le choix du prénom n'est pas le fruit du hasard. Un prénom est plus qu'un mot pour nommer. Il est avant tout émotion, sentiment, ressenti, transmission d'amour.

L'enfant communément admis est le fruit d'un amour. Le prénom revient à faire exister cette triade père-mère-enfant. C'est ce que génération après génération chacun s'essaie de transmettre au-delà de soi. Il répond au vécu des parents, l'histoire, l'entourage.

Le prénom caractérise des convictions à un moment donné. C'est aussi le résultat d'une évolution culturelle, économique, sociale et effet de mode. L'entourage influe sur le choix de la décision que l'enfant va porter.

L'enfant c'est ce qui restera de soi lorsque nous ne serons plus. Alors tout commence par le prénom.

Depuis la loi de 1993, les parents français peuvent choisir tout type de prénom pour leur enfant à condition de ne pas lui porter préjudice.

Historiquement, à l'époque romaine, les gens avaient trois noms : le prénom, le nom du clan et le surnom.

Avant le 11^{ème} siècle les gens ne portaient qu'un seul nom.

A partir du 11^{ème} siècle on prit l'habitude d'ajouter des surnoms aux noms pour pouvoir les distinguer. Ces surnoms désignaient par exemple, le nom du père, un lieu, un titre, un métier ou encore une particularité physique. Ils étaient transmis de père en fils et devinrent peu à peu les noms de famille que nous connaissons.

En 1539, François Ier rendit obligatoire la tenue de registres de naissance et cette tâche fut confiée aux curés. L'église donna pour consigne qu'on attribue à chaque nouveau-né le prénom d'un saint, qui lui servirait de modèle ou de protecteur.

Finalement on se rend compte que le prénom n'a pas de relation avec la nationalité.

La nation renferme une volonté de vivre ensemble, un partage de destin commun.

Oui on peut vivre ensemble malgré nos différences sans imposer des nouvelles contraintes, le fait de franciser nos prénoms. Apprendre à nous aimer renforcera une meilleure cohésion sociale. Aimer l'autre, c'est l'accepter tel qu'il est. Ensuite apprendre à vivre ensemble et évoluer avec le temps.

Donc on ne doit pas utiliser nos prénoms comme moyen d'intégration dans une société quelconque, notamment la société française puisque chaque prénom a son histoire. Articuler facilement ou avec difficulté par la langue réjouit l'oreille ou l'interpelle selon les origines de chacun, ouvre à la connaissance des cultures et des langues étrangères. La mondialisation nous contraint à connaître autrui. La peur de ce dernier se transforme en richesse et stimule notre curiosité de connaître ce qui se passe ailleurs.

L'intégration par le travail semble la plus efficace sans sous-estimer l'éducation car certaines personnes nées sur le territoire français, résidant génération après génération se sentent inutiles,

excluent et par conséquent se marginalisent. La vie en société se traduit par le partage des droits et des devoirs.

De ce fait le prénom ne se manifeste ni comme un facteur de discrimination, ni de rapprochement, ni de favoritisme ou d'attachement à une nation particulière. Certains porteurs de valeurs, de mythes, de sens, d'autres non, ils marquent simplement le début d'une nouvelle vie fondée sur l'amour.

Cet amour on le partage ensemble à travers la fraternité, la solidarité et la tolérance durant les moments de restrictions et d'aisances.

Suzanne (Bessy) BERNARD

Le thème étant « la réconciliation » constatant en principe un antagonisme durable que, avec « la paille et la poutre », aboutit souvent obstinément au fameux « c'est la faute de l'autre », j'ai cherché un moyen, pragmatiquement concret et excluant l'ambiguïté, afin d'y remédier si possible pour un rapprochement plus rapide, ce que j'espère sincèrement ou du moins pour enclencher enfin au profit général, un processus d'amortissement progressif (en particulier pour les enfants) pouvant agir des deux cotés quand on partage une même nationalité fièrement affichée, double ou pas, et non occultée dans les comportements. Or aujourd'hui, à l'énoncé d'un prénom qui n'est pas Français, beaucoup d'autochtones ne savent plus s'ils ont affaire à un Étranger ou à un Français qui refuse d'être francisé, ce qui est le droit de chacun mais est incompréhensible quand, en résumé on veut une nationalité avantageuse mais pas son identité, apparemment du moins.

Certes, ma suggestion ci-dessus précisée, est sans doute insuffisante à elle seule, si des efforts de compréhension non unilatérale mais réciproque, ne suivent pas car elle met en cause des sentiments très profonds donnant corps à d'illogiques contradictions suscitant de part et d'autre, méfiances, humiliations, rancoeurs et provocations rancunières si ce n'est haineuses (n'engendrant pas l'entente, confronte) et susceptibles de dégénérer, ou, au minimum, d'empêcher une véritable osmose sans problèmes majeurs et souffrances intérieures quand, en toute franchise, on veut vraiment, sincèrement, construire ensemble, un avenir commun comme avec beaucoup d'autres émigrés à double nationalité, dont certains devenus célèbres avec des prénoms à consonances françaises et nom patronymique étranger.

Se parler calmement est, il est vrai, déjà un pas appréciable mais pas très efficace si ce n'est qu'un dialogue de sourds. Je crois donc nécessaire d'éclaircir la situation très nettement, afin que chacun se sente à l'aise avec des citoyens reconnaissant très franchement et fièrement, double nationalité ou pas, vouloir être Français (ou non), en adoptant, en France, une francisation logique, s'ils ont la nationalité française bien sûr, et ailleurs en agissant comme ils veulent mais s'ils désirent inspirer la confiance, en tous cas, ils doivent choisir.

D'ici ou d'ailleurs, nous sommes tous des êtres humains mais en l'occurrence en effet, chacun doit savoir, à l'âge de raison, si en toute honnêteté, il veut ou non avoir la nationalité française et l'assumer loyalement, double nationalité ou pas car, sans cohésion, comment la France « une et indivisible » pourrait-elle encore progresser au bénéfice de tous ses résidents, français ou pas, en faisant confiance à ses citoyens, si elle ne peut même plus les distinguer dans la multitude variée de ses habitants autorisés, outre les clandestins ?

Après quelques petites expériences, je voudrais dire par avance que, bien que ne résistant pas me semble-t-il, à un objectif examen de conscience loyale, je peux comprendre qu'au premier abord, une vive protestation (...révélatrice de l'état de certains de nos concitoyens) s'élève spontanément contre mon idée de sincère rapprochement pourtant, par immédiate reconnaissance affichée de son appartenance française partagée, sans séparations particularistes en France, la couleur de peau n'ayant pas d'importance quand on se conduit correctement, et la religion relevant non de la politique, mais de la foi, autrement dit du domaine spirituel intime de chacun, sans signes ostentatoires provocateurs ou prosélytes pour se conformer à la laïcité instituée en France depuis

plus de cents ans et non tendancieusement récemment, bien que paraissant aujourd'hui subir des pressions qui s'exercent et s'exerceront de plus en plus s'il suffit de s'abriter derrière un paravent religieux pourtant imposé. De toute façon les monothéistes ont forcément le même dieu puisque tous disent qu'il n'y en a qu'un.

Il est vrai cependant, que ma proposition devrait entraîner un choix peut être cornélien pour certains, mais aisément évitable puisque la nationalité française n'est et n'a jamais été obligatoire pour résider et travailler sur le sol français quand, naturellement, on y a été régulièrement autorisé. Par conséquent, avoir depuis toujours, ou demander, ou avoir obtenu cette nationalité, engage logiquement, sincèrement et sans ambiguïté à reconnaître ouvertement, de façon claire et nette, son appartenance volontaire à cette nation, même si bien sûr, quoique tout de même quitté, on conserve, compréhensiblement pour son pays d'origine, une tendresse particulière et discrètement en privé, quelques inoffensives habitudes transmises par ses parents, outre une double nationalité, ainsi évidemment que le nom patronymique de toute sa famille, qui rappelle, au besoin, ses origines. Il me paraît donc juste d'au moins partager un peu quand on a deux nationalités d'autant que ma proposition est relativement très modeste puisqu'elle ne suggère que d'ajouter devant d'actuels prénoms étrangers au moins pour la France un prénom usuel et OFFICIEL à consonances françaises chacun pouvant à la rigueur, utiliser celui qu'il préfère dans le cadre familial et dans le pays dont il a la double nationalité. En fait, il s'agit non seulement d'être un peu équitable envers un pays qui partage avec vous ses droits sociaux, mais en particulier d'unifier au mieux en France, dès la crèche les différences de consonances des prénoms d'origines divers dès lors, je le répète, qu'on a la nationalité française méritant au minimum, je pense une symbolique appellation à consonances françaises communes et d'emblée reconnaissables, pour, souhaitons- le, contribuer à ébranler en France, les très tristes ou nocives divisions communautaristes à éradiquer, enfin, si toute la population de la France, le veut vraiment, de construire sereinement ensemble un avenir commun redisons-le .

Je sais bien qu'évidemment, nul ne peut commander les profonds sentiments de chacun, mais le cœur s'élargit en principe, en grandissant et en évoluant dans un pays dont on s'habitue, surtout dès l'enfance, à faire reconnaissablement partie lorsqu'on n'est pas perturbé par de nombreux harcèlements et tiraillements familiaux scolaires et sociétaux qui sont au contraire, à compenser maximale, par tous éléments de rapprochement possible même s'il m'a été répondu qu'un prénom Français ne changera rien au fond du cœur des concernés. Pour les plus âgés, peut être, mais sur les enfants surtout, je crois à son influence, ainsi que sur les autres habitants et citoyens de la France, avec un autre, le partage de la langue, de la culture et de l'éducation tout familiale que scolaire et sociale, qui ne se résume pas à l'instruction, mais englobe universellement, la morale, l'instruction civique et la politesse, valables partout. Le tout permettrait sans doute aux enfants de choisir eux-mêmes dans le futur, leur propre nationalité en toute connaissance de cause, puisque si je ne m'abuse, ceux nés en France de parents étrangers doivent la demander à leur majorité, mais en tous cas, pour d'autres motifs, espérons-le, que des avantages matériels (sans plus confondre luttes des classes et luttes communautaristes belliqueuses) car faute d'aimer le pays où l'on vit, on ne peut, contrairement à la volonté de la France, y vivre pleinement heureux et vouloir le faire progresser au profit de tous ses habitants et citoyens, autochtones ou pas. Par ailleurs changer de prénom, en France, ne pose pas tellement de problèmes puisque beaucoup ont un surnom ou choisissent eux-mêmes un pseudonyme sans trop de difficultés apparentes.

Réactions des Modérateurs

Jean-Marie MANZON

Il y a des prénoms qui sont de traditions familiales en grande partie. Je vais prendre mon exemple, j'ai appelé ma fille Licia, en référence à ma famille, mon grand-père d'origine italienne, ce qui a

posé un problème à l'époque puisque ce n'était pas dans les listes officielles, mais le procureur de la République a reconnu ce prénom. Ce qui actuellement m'interroge le plus par rapport aux prénoms, c'est l'effet de modes, certains recherchent l'originalité à tout prix ce qui aboutit quelque fois à des choses bizarres prônant à conséquence identitaire.

Vous avez bien insisté sur le fait que donner un prénom, c'est donner une identité. Avec la mondialisation, l'effet de mode actuel c'est le feuilleton, l'artiste célèbre, etc.. Ainsi, dans le sujet que vous avez traité, la mondialisation entre en ligne de compte, on n'est plus dans le prénom français ou le prénom d'origine. Je renverse la problématique que vous avez posée Bessy, si la Communauté accepte les prénoms des autres, n'est-ce pas une reconnaissance de l'entrée dans la Communauté, une acceptation des prénoms d'origines étrangères ? Actuellement, miss France s'appelle Malika, c'est un exemple d'intégration française puisque Malika, la miss France est d'origine européenne.

Jean-François Mattei

Vous venez de soulever les deux difficultés majeures de toute intégration : est-ce que l'on doit rester dans la langue d'arrivée, ou est-ce que l'on doit conserver les prénoms de la langue de départ ?

En Polynésie, il y a 50 ou 60 ans, tous les garçons et toutes les filles avaient des prénoms polynésiens. Aujourd'hui leurs prénoms sont pour la plupart français ou américains. Même dans un pays aussi lointain que la Polynésie, à 18 000 km de la France, vous avez une intégration par les prénoms et la langue. D'un autre côté, vous l'avez justement souligné, le modèle mondialisant de la télévision fait en sorte que la plupart des prénoms sont anglo-saxons, ou inventés, ou encore de stars de cinéma, d'acteurs, voire de super-héros de bandes dessinées. Une jeune personne a appelé récemment son enfant *Diplodocus* : imaginez ce que sera l'identité de cette petite fille, qui va aller à l'école et que ses camarades appelleront « Diplodocus » ! Cela montre que l'administration française et donc l'État français n'est plus sûr de lui-même, de ce qu'il va forger comme identité commune pour des enfants si n'importe quoi peut-être attribué comme prénom. A ce moment-là, si l'on accepte « Diplodocus », pourquoi pas « chaise », « ordinateur », etc. Cela prouve à quel point l'individualisme moderne, pour ne pas dire l'égoïsme moderne, s'est développé à un point tel que les gens arrivent à la Mairie et disent : je décide librement d'appeler mon enfant comme je veux. Pourtant, personne ne décide d'appeler librement un cheval « chien » ou « chien » un cheval. Il y a quand même des normes à l'intérieur d'une langue, il y a des niveaux de langues, il y a des niveaux de grammaire. Il faut, pour participer à un espace commun qui est un espace linguistique, partager ce même espace commun. Si je décide de transformer les choses et d'appeler ma fille, « Poire belle Hélène », il est évident que je me situe en dehors de l'espace commun, ce qui explique la difficulté de trouver un partage lorsque vous exagérez la subjectivité des choix personnels. Ce ne sont pas seulement les prénoms qui sont en question, mais les noms propres ou toutes les autres formes de représentations. Pour appartenir à un pays, et donc à une culture quelle qu'elle soit, il faut que les normes ou les limites qui « norment » et qui ordonnent l'espace de nos représentations intellectuelles, les prénoms, les noms communs, les noms propres, les adjectifs, etc., soient quand même communs. Un verre à eau est ce qu'on appelle un nom commun, mais d'une certaine manière Marie ou Pierre sont aussi des noms communs. On les appelle des noms propres, mais en réalité ils sont également des noms communs puisque des milliers de personnes s'appellent Marie, Pierre, Paul ou Jacques. Tout nom doit renvoyer à une communauté. Si vous commencez à appeler les gens « Diplodocus », « Tarte à la crème » ou « Clafouti », cette communauté commencera à s'ébrécher et à la limite chacun va tirer à hue et à dia de son côté sans partager l'édifice commun.

Quelques réactions du public

Réaction 1

Je suis algérienne, ce que je ne comprends pas, c'est que les générations d'immigration se succèdent, malgré cela les problèmes perdurent. Ce serait plutôt le travail de nos dirigeants de donner l'exemple, par exemple au niveau de l'Algérie, qu'il y ait une reconnaissance mutuelle du passé pour crever l'abcès, une fois pour toute. Arrive le problème des religions, l'Islam on s'en sert comme on veut, il est diabolisé, alors que pour nous musulmans qui pratiquons depuis des générations, ici en France, la religion est une affaire personnelle. On subit aujourd'hui la Burqa, on est face à des problèmes dont les médias s'emparent. Il n'y a qu'à prendre une grande décision.

Réaction 2

Je reviens sur le regard. J'ai été immigrant, je suis parti six ans au Canada avec un visa permanent. Dans la vie de tous les jours, un pays comme le Canada, notamment avec le Québec francophone, un pays catholique, il n'y avait pas de raison que je me sente étranger, quoique ce soient des nord-américains et moi un européen. Bien que je sois brun, entraînant des réactions sur une éventuelle origine marocaine, alors que je suis français, breton, mon fils lui est châtain aux yeux verts, il n'empêche qu'à l'école il était le maudit français. Et pourtant, je suis parti là-bas avec un peu d'argent, j'ai de suite travaillé, je n'ai pas utilisé les services sociaux. Je me sentais complètement intégré, cependant mon fils demeurait le maudit français et moi j'étais le français. Je me suis dit pourquoi ce regard des autres, comment ça se fait ? Etant retourné à l'université, j'ai eu un collègue algérien, d'ailleurs il y avait pas mal d'étudiants algériens, marocains, du Bénin, du Burkina-Faso et des fois je me disais, ils sont plus intégrés que moi, parce que l'intégration, c'est important. Comme mon fils souffrait on a fait une démarche auprès de psychologues pour lui donner les moyens de s'intégrer à l'école parce qu'il souffrait beaucoup, je l'ai accompagné et puis en le regardant, en cheminant avec lui, je me suis aperçu que je n'étais pas intégré dans ma propre famille, c'est-à-dire par rapport à mes parents. Comment pouvais-je être intégré dans une autre société ? En fait, la démarche est à double sens, je pense que quelque part les gens qui accueillent doivent avoir cette ouverture d'esprit favorisant l'intégration des autres, mais ceux qui veulent s'intégrer doivent faire la démarche au fond d'eux-mêmes pour pouvoir être intégré.

Réaction 3

Pour les prénoms, j'adore les prénoms arabes parce que chaque prénom a une signification très importante avec une relation affective et religieuse. Pour les occidentaux, nos prénoms sont sur le calendrier parce qu'il y a une représentation également religieuse.

Peut-être manque-t-il à la religion musulmane une hiérarchie ? Les chrétiens et les catholiques ont une hiérarchie. Alors que, chaque Imam est maître dans son domaine et chaque Imam pense un peu différemment. Est-ce que c'est ça qui provoque parfois quelques troubles, quelques incompréhensions et quelques rejets ? S'il y avait cette hiérarchie dans cette religion peut-être que l'union serait plus facile ?

On n'a pas parlé tellement de scolarité. Il est important lorsque nous avons des élèves, nous professeurs, de soutenir les parents dans l'éducation que l'on apporte, l'instruction à leur donner. Notre rôle est d'enseigner la morale, de revenir à l'instruction civique.

Réaction 4

Le jour où l'on a été incorporé dans l'armée personne ne nous a jamais dit, si vous ne vous appelez pas Pierre, Paul ou X, vous ne pouvez pas aller combattre pour la France. Hors, aujourd'hui, au moment où le monde évolue vers la modernité pour sortir de ses frontières, on est entrain de se replier sur nous.

PROPOSITIONS

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer l'héritage qu'on a reçu indivis⁹. L'homme, messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate « Nous sommes ce que vous fûtes : nous serons ce que vous êtes » est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie ».

Une journée de l'unité nationale

Nos différences font la richesse de la France, mais l'unité de la France fait sa grandeur. Aussi nos riches différences doivent parvenir à s'articuler au sein d'un espace rassembleur, autour de valeurs et d'idéaux communs, si nous voulons s'interagir avec intelligence, si nous voulons un tant soi peu de cohésion nationale¹⁰.

C'est un plus de pouvoir parler de tout ce qui nous différencie. La différence est une richesse, mais tout ce qui est unité, universalité mérite bien qu'une journée, une réflexion, soit proposée à nos concitoyens¹¹.

Une journée servant à reconstituer dans les esprits l'idée de fraternité de destin.

Dans les questionnaires le principe d'unité revient souvent. Les français ont besoins d'unité, de se sentir tous ensemble et de s'ouvrir aux autres

La conception d'une journée nationale relève de la volonté de revenir, à un temps où l'on se réfléchit ensemble, dans un cadre commun, un temps se situant au-delà des temps singuliers consacrés aux différentes entités de la nation.

Certains disent que nous avons déjà le 14 juillet, comme symbole unificateur. Sans doute, cependant, qu'en reste-t-il ? Un simple défilé militaire dont la majorité des français n'en maîtrise plus réellement le symbole. Ce jour s'inscrit de plus en plus dans une routine commémorative ordinaire, sa valeur pour le peuple français dans son ensemble n'apparaissant plus clairement.

Le 9 décembre, autour d'un référentiel commun : la laïcité.

« La laïcité ne contredit pas le pluralisme de pensée. Elle ne heurte pas la conscience. Elle respecte toutes les diversités et non pas uniquement celles provenant du même confessionnal. La morale laïque n'exclut pas l'engagement personnel religieux ou la foi individuelle, précisément parce que la laïcité permet à chacun de protéger son identité dans le respect absolu de celle de l'autre¹² ».

La journée proposée a pour objectif de célébrer la riche diversité de la France, notre patrimoine commun, mais au sein d'un cadre fédérateur, n'entraînant pas la rupture avec la conception d'une

⁹ Discours Ernest Renan, 11 mars 1882. Extrait de, « Pouvez-vous devenir ou rester français ? », de Jacques de Marseille. Le Point, 4 février 2010, page 72

¹⁰ Jean-François Mattei, en conclusion de la conférence.

¹¹ Jean-Marie Manzon, en conclusion de la conférence.

¹² Henri Caillavet, laïcité, la conquête de la démocratie, article

nation une et indivisible. Ce cadre historique est celui de la laïcité, tronc commun dans lequel la reconnaissance de la diversité en représente la fondation.

La laïcité est le liant des humanités diverses qui habitent la nation, elle ne peut être récupérée par les uns ou les autres, mettant ainsi fin à la difficile construction des fraternités. Elle doit s'inscrire de nouveau sur la scène nationale en tant qu'espace d'éducation à la liberté de pensée et de conscience, participant à former, à l'esprit critique et au respect. Elle doit servir à édifier une société responsable, respectueuse et solidaire. C'est bien pour cela que nous devons la repositionner au cœur de l'enjeu actuel de recherche de cohésion.

Cependant, nous devons nous engager à édifier une laïcité intelligente¹³, ainsi si la laïcité est l'espace de la mise en débat des revendications¹⁴, la confrontation doit être pédagogique, pour y apprendre à faire des choix responsables, à travers l'apprentissage et l'acceptation de toutes les familles de pensée.

Pour une véritable journée éducative concitoyenne, une journée de la réconciliation : une journée de la cohésion nationale.

Création d'une association interne

Le groupe de travail a proposé, en deuxième étape, de créer une association.

Ses objectifs seront de :

- proposer des actions citoyennes, telle la mise-en-œuvre de la journée d'unité nationale
- valoriser les acteurs oeuvrant dans le domaine de la transmission citoyenne
- renforcer le dialogue avec l'institution par l'organisation de débats citoyens

Actions

Education citoyenne

Le respect apparaît dans les réponses au questionnaire en tant que valeur primordiale.

Propositions :

1. Eduquer à réfléchir le sens éthique des valeurs portées par notre nation, par des actions pédagogiques autour des principes contenus dans la devise « liberté, égalité, fraternité ».
2. Redonner du sens aux mots
 - Que sous-tend la notion de respect ?
 - Qu'est-ce que la responsabilité ?
 - Etc.

¹³ Croire que plus on est partisan de la liberté religieuse plus on est laïque est une erreur ; de même croire que plus on est contre la domination des religions plus on est laïque est une erreur. C'est en ce sens que Régis Debray a raison de parler de « laïcité d'intelligence » ». In, Télrama n° 2812, du 06 / 12 / 2003, Jean Baubérot, laïcité j'écris ton nom, les clés du débat, page 16

¹⁴ Elle met notamment en jeu des revendications de « dominés » qui ont rapport au passé colonisateur de la France, et au présent puisque les musulmans son souvent économiquement et socialement parmi les moins favorisés, la dimension de xénophobe ou raciste faisant, bien entendu, aussi partie du contexte. Ces revendications identitaires, défensives, « négatives » ; elles peuvent être aussi, souvent ou assez souvent, positives. In, Sciences humaines, Françoise Champion, hors-série n°39, la laïcité face aux affirmations identitaires, décembre 2002 / janvier-février 2003, page 15

Activités :

- ↳ débats concitoyens
- ↳ participation à la journée de l'unité nationale

Histoire - Culture

Les grands moments de l'histoire qui ont fait la France

Comment notre pays peut-il craindre la pluralité, si ce n'est par ignorance de son histoire. Comprendre son histoire, pouvoir resituer les événements à leur juste place, permettent de percevoir autrement son actualité.

Activités :

- ↳ Rencontres thématiques autour de l'histoire

S'ouvrir aux autres cultures, pour comprendre le monde

L'histoire de la France s'inscrit dans une histoire plus vaste celle du monde, espace d'interpénétrations culturelles.

Nous proposons d'instaurer des temps de dialogue, avec la rencontre des différentes cultures portées en héritages par nos concitoyens.

Ces temps de valorisation des apports, serviront à favoriser l'échange culturel, de manière à mieux se connaître et à mettre en évidence ce qui constitue le commun.

Activités :

- ↳ rencontres thématiques autour de l'action de l'Union européenne
- ↳ valorisation des apports culturels
- ↳ fête des cultures nationales, les plus emblématiques.

Langue

Redonner à la langue sa place centrale d'unificatrice culturelle.

La langue représente un véhiculeur culturel, un socle et un ciment qui lie les esprits. Aussi, est-il sans nul doute important de maîtriser plusieurs langues, mais faut-il encore porter la sienne avec force. Le multilinguisme ne veut pas dire la mort de cette langue qui fait notre commun.

Celui qui maîtrise sa langue est en capacité de saisir l'esprit qui anime son pays.

Activités

- ↳ café littéraire

AUTRES PROPOSITIONS

Le retour à un système éducatif intégrateur

Il ne s'agit pas de jouer les passésistes, en réclamant par exemple le grand retour de l'uniforme, mais de pouvoir croire à nouveau, à cette intégration républicaine passant par l'école. L'éducation représente pour tous les pays souhaitant se développer qualitativement un enjeu primordial. En ce sens, chacun devant jouer son rôle, l'école élémentaire doit redevenir une fabrique de citoyen, un lieu d'instruction, de développement de l'esprit, d'enseignement de la morale. Pour reprendre, Jean-François Mattei, un lieu d'acquisition des fondamentaux, c'est-à-dire pas simplement l'orthographe, mais la littérature, la lecture, les connaissances minimales sans quoi, il est vrai, on n'est pas un citoyen accompli.

Cependant, la question, il est vrai dépasse, celle des moyens financiers complémentaires constamment réclamés. Elle porte plutôt sur la faculté actuelle de notre pays à produire un réel projet de société, d'avenir commun au sein de notre nation, sur lequel pourrait s'appuyer l'école. Trop souvent, en nous acharnant sur l'école ou les parents, nous oublions que l'école dans sa conception a pour vocation d'instruire de futurs citoyens, en capacité de répondre aux enjeux de leur société.

Quel est le projet de société actuelle de notre pays, face à l'unification européenne, à l'accélération des processus de mondialisation ?

L'enfermement dans les prés carrés, donnant lieu à un exécration étalage des divisions politiques, à la communautarisation des esprits, au retour des égoïsmes ne s'inscrit pas au sein d'une pensée nationale collective soucieuse de l'avenir et fondée autour d'un pacte républicain fort.

Quelle est aujourd'hui l'image de la France ? Quelles sont les valeurs et les normes portées par notre pays ? Quel est son projet sociétal ? Quel projet de transmission en découle ?

Car finalement, l'élément central que représente l'éducation demande de définir clairement l'identité politique de la société française, pour être en mesure de déterminer ce que nous devons mettre en place pour assurer le projet de transmission.

Une reconnaissance égale des personnes en tant que concitoyen

« Agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ».

Cesser les procédures d'exclusion, poussant au ban de la société, une partie croissante de nos concitoyens. Une société qui a vocation à la stabilité évite la ghettoïsation d'une partie de ses citoyens.

➤ Clarifier le regard porté sur certains composants de la nation

Quelles sont nos valeurs à tendances universalistes ou ethnocentrées ? Où se situe la frontière de l'acceptation, dans l'unique zone européenne ? Ainsi, la France serait composée d'italiens, d'espagnols, de portugais et voire même de Russe, dans ce cas les autres sont-ils assignés à demeurer hors de la zone d'appartenance commune ? S'il en est ainsi, il suffit d'être clair pour pouvoir enfin définir leur place dans la nation. En dedans ou en dehors, plutôt qu'éternellement ni en dedans ni en dehors, telle est la question !

Il nous faut en terminer du balancement, entre le oui et le non, entre le « je t'aime moi non plus », concernant les enfants ou les descendants des ex territoires coloniaux. Intégration en tant que

citoyens ou non. Dans la situation postcoloniale où nous sommes, le regard de l'institution doit évoluer. Le schéma relationnel ne peut plus reposer sur le même registre d'assujettissement ou pire de négation du possible commun. Il ne s'agit plus de marchandises pour négriers, ni plus tard de mains-d'œuvres appelées à repartir, ainsi que le concevaient les politiques d'immigration de notre pays. Les ex-colonisés de nationalité française, sont depuis plusieurs générations maintenant des français. L'accepter permettrait de se concentrer sur les vrais problèmes et de voir dans leurs riches apports à la nation la capacité qu'ils ont à penser le monde dans un mouvement dynamique et universel.

La nation est notre famille, un quelconque désamour fait place à l'incertitude identitaire, la nature n'aimant pas le vide et l'être ayant besoin d'amour, la première main-tendue représentera le nouveau socle de reconnaissance identitaire.

L'émergence d'un axe de concertation concitoyen de base

En finir avec la communautarisation du pays. Un pays qui ne parle plus de concitoyens, mais de communautés s'achemine vers l'instabilité.

« A nous, de réfléchir sans oublier que la citoyenneté se compose de la concitoyenneté, c'est-à-dire le fait de partager un espace public. Quand cet espace n'est plus partagé ou qu'il n'est plus partageable, cela entraîne évidemment des échauffourées ». Jean-François Mattei.

- Conception de débats nationaux clarificateurs inter-groupes (urbains, ruraux, sociaux, religieux, etc.).

L'espace de concertation est le lieu d'action pour mener les mentalités à progresser. Le projet de concertation demande de faire coopérer toutes les individualités de la nation, sans jugement de valeurs. En effet, cela demande de reconnaître que chacun apporte une part essentielle à la discussion, quel que soit son niveau d'étude, son niveau social le raisonnement porté, est à prendre en considération.

Ne pas comprendre ce qui passe à l'intérieur de chacun, obère la capacité de pénétrer la nature véritable des conflits qui agitent la nation. L'analyse construite à partir du ressenti personnel sert de décryptage des états d'âmes, des convictions profondes empêchant la mise en dialectique. La question du prénom abordée, par un membre du groupe de travail, a été en ce sens un élément important puisqu'elle a servi finalement de catalyseur des oppositions tues jusque lors.

Nous devons amener nos concitoyens à réfléchir ensemble pour parvenir à poser des mots, sur les maux. En exprimant leurs craintes, leurs souffrances, ils se donnent des clés mutuelles de compréhension de ce qui divise.

Une Institution en capacité de réguler

La sagesse est la vertu du politique

Un cadre juridique clair, une Institution exemplaire, un retour à la morale.

Une Institution vertueuse, en capacité de légiférer avec sagesse, de réunifier les français autour d'un projet commun, de donner une autre dimension à la politique, afin de garantir la cohésion nationale

Un Institution en mesure d'ouvrir l'esprit de ses citoyens sur le monde, d'explicitier la place de la France dans le mouvement mondial des nations.

ANNEXE 1

REFLEXIONS COMPLEMENTAIRES

L'identité française selon Fernand Braudel

Je crois que le thème de l'identité française s'impose à tout le monde, qu'on soit de gauche, de droite ou du centre, de l'extrême gauche ou de l'extrême droite. C'est un problème qui se pose à tous les Français. D'ailleurs, à chaque instant, la France vivante se retourne vers l'histoire et vers son passé pour avoir des renseignements sur elle-même. Renseignements qu'elle accepte ou qu'elle n'accepte pas, qu'elle transforme ou auxquels elle se résigne. Mais, enfin, c'est une interrogation pour tout le monde.

Il ne s'agit donc pas d'une identité de la France qui puisse être opposée à la droite ou à la gauche. Pour un historien, il y a une identité de la France à rechercher avec les erreurs et les succès possibles, mais en dehors de toute position politique partisane. Je ne veux pas qu'on s'amuse avec l'identité.

Vous me demandez s'il est possible d'en donner une définition. Oui, à condition qu'elle laisse place à toutes les interprétations, à toutes les interventions. Pour moi, l'identité de la France est incompréhensible si on ne la replace pas dans la suite des événements de son passé, car le passé intervient dans le présent, le "brûle".

C'est justement cet accord du temps présent avec le temps passé qui représenterait pour moi l'identité parfaite, laquelle n'existe pas. Le passé, c'est une série d'expériences, de réalités bien antérieures à vous et moi, mais qui existeront encore dans dix, vingt, trente ans ou même beaucoup plus tard. Le problème pratique de l'identité dans la vie actuelle, c'est donc l'accord ou le désaccord avec des réalités profondes, le fait d'être attentif, ou pas, à ces réalités profondes et d'avoir ou non une politique qui en tient compte, essaie de modifier ce qui est modifiable, de conserver ce qui doit l'être. C'est une réflexion attentive sur ce qui existe au préalable. Construire l'identité française au gré des fantasmes, des opinions politiques, ça je suis tout à fait contre.

Le premier point important, décisif, c'est l'unité de la France. Comme on dit au temps de la Révolution, la République est "une et indivisible". Et on devrait dire : la France une et indivisible. Or, de plus en plus, on dit, en contradiction avec cette constatation profonde : la France est divisible. C'est un jeu de mots, mais qui me semble dangereux. Parce que la France, ce sont des France différentes qui ont été cousues ensemble. Michelet disait : c'est la France française, c'est-à-dire la France autour de Paris, qui a fini par s'imposer aux différentes France qui, aujourd'hui, constituent l'espace de l'Hexagone.

La France a dépensé le meilleur de ses forces vives à se constituer comme une unité ; elle est en cela comparable à toutes les autres nations du monde. L'oeuvre de la royauté française est une oeuvre de longue haleine pour incorporer à la France des provinces qui pouvaient pencher de notre côté mais avaient aussi des raisons de ne pas désirer être incorporées au royaume. Même la Lorraine en 1766 n'est pas contente de devenir française. Et que dire alors des pays de la France méridionale : ils ont été amenés dans le giron français par la force et ensuite par l'habitude.

Il y a donc dans l'identité de la France ce besoin de concentration, de centralisation, contre lequel il est dangereux d'agir. Ce qui vous suggère que je ne vois pas la décentralisation d'un oeil tout à fait favorable. Je ne la crois d'ailleurs pas facile. Je crois que le pouvoir central est tel que, à chaque instant, il peut ramener les régions qui seraient trop égoïstes, trop soucieuses d'elles-mêmes, dans le sens de l'intérêt général. Mais c'est un gros problème.

La seconde chose que je peux vous indiquer, c'est que, dans sa vie économique, de façon curieuse, depuis la première modernité, la France n'a pas su réaliser sa prospérité économique d'ensemble. Elle est toujours en retard, pour son industrialisation, son commerce. Cela pose un problème d'ordre général. Et d'actualité, si cette tendance est toujours valable. Comme si, quel que soit le gouvernement, la France était rétive à une direction d'ordre étatique.

Or la seule raison que je vois qui soit une raison permanente est que l'encadrement capitaliste de la France a toujours été mauvais. Je ne fais pas l'éloge du capitalisme. Mais la France n'a jamais eu les hommes d'affaires qui auraient pu l'entraîner. Il y a un équipement au sommet, au point de vue capitaliste, qui ne me semble pas parfait. Nous ne sommes pas en Hollande, en Allemagne, aux

Etats-Unis, au Japon. Le capitalisme est avant tout, pour moi, une superstructure et cette superstructure ne réussit pas à discipliner le pays jusqu'à sa base. Tant mieux peut-être ou tant pis, je n'en sais rien. Mais l'inadéquation de la France à la vie économique du monde est un des traits de son identité.

Dernier trait : la France ne réussit pas au point de vue économique ; elle réussit au point de vue politique de façon limitée parce qu'elle triomphe, précisément, dans ses propres limites. Toutes ses sorties en dehors de l'Hexagone se sont terminées de façon malheureuse, mais il y a un triomphe permanent de la vie française, qui est un triomphe culturel, un rayonnement de civilisation.

L'identité de la France, c'est ce rayonnement plus ou moins brillant, plus ou moins justifié. Et ce rayonnement émane toujours de Paris. Il y a aussi une centralisation très ancienne de la culture française. Bien sûr, il existe bien d'autres conditions : triomphe de la langue française, des habitudes françaises, des modes françaises, et, aussi, la présence, dans ce carrefour que la France est en Europe, d'un nombre considérable d'étrangers. Il n'y a pas de civilisation française sans l'accession des étrangers ; c'est comme ça.

Le gros problème dans le monde actuel est de savoir comment la société française réussira ou non à accepter ces tendances et à les défendre si nécessaire ; si vous n'avez pas, par exemple, une politique de rayonnement à l'égard de l'Europe et du monde entier, tant pis pour la culture française.

La langue française est exceptionnellement importante. La France, c'est la langue française. Dans la mesure où elle n'est plus prééminente, comme ce fut le cas aux XVIII^e et XIX^e siècles, nous sommes dans une crise de la culture française. Avons-nous les moyens de remonter la pente ? Je n'en suis pas sûr, mais j'ai quelque espoir. L'empire colonial que nous avons perdu est resté fidèle à la langue française. C'est vrai aussi des pays de l'Est, de l'Amérique latine.

L'identité française relève-t-elle de nos fantasmes collectifs ? Il y a des fantasmes et il y a autre chose. Si j'ai raison dans ma vision de l'identité française, quels que soient nos pensées, nos fantasmes, il y a une réalité sous-jacente de la culture, de la politique de la société française. J'en suis sûr. Cette réalité rayonnera ou ne rayonnera pas, mais elle est. Pour aller plus loin, je vous dirai que la France a devant elle des tâches qu'elle devrait considérer avec attention, avec enthousiasme. Elle est devenue toute petite, non parce que son génie s'est restreint, mais en raison de la vitesse des transports d'aujourd'hui. Dans la mesure où, devenue toute petite, elle cherche à s'étendre, à agripper les régions voisines, elle a un devoir : faire l'Europe.

Elle s'y emploie, mais l'Europe s'est accomplie à un niveau beaucoup trop haut. Ce qui compte, c'est de faire l'Europe des peuples et non pas celle des patries, des gouvernements ou des affaires. Et ce ne sera possible que par la générosité et la fraternité.

Cet entretien, publié dans les colonnes du Monde les 24-25 mars 1985, a été réalisé par Michel Kajman.

dimanche 25 mars 2007, <http://luette.free.fr/spip/spip.php?article121>

Marseille quart Nord, Chronique marseillaise

Benito Pelegrín

Editions Sulliver, mars 2009

Marseille quart Nord, la question des migrations, de l'intégration et de la diversité culturelle

La chronique marseillaise de Benito Pelegrín rappelle que l'immigration est un phénomène séculaire, pouvant toucher n'importe quels pays, n'importe quels peuples.

« Banlieues ouvrières, refuge de nouveaux immigrés indésirables, qui devaient un jour basculer à l'extrême droite. Car, soldée à peine la tragédie de Diên Biên Phù qui fermait pour Marseille la Porte de l'Orient, la nationalisation du canal de Suez par Nasser faisait de la méditerranée une mer pratiquement close pour le port. L'Algérie d'en face larguait les amarres dans le sang, et les larmes des rapatriés de la dernière heure, pas assez riches pour s'échapper plus tôt, précédés ou suivis par les harkis, parqués dans des cités d'urgence, dans un renouveau de crise immobilière et chaos d'immigrés. Les murs de ville s'ornaient de « Marseille aux Marseillais ! », « Les Pieds-noirs à la mer ! » [...] Des hordes de gueux, des va-nu-pieds, sales, dépenaillés, déguenillés, affamés, braillards, geignards, des troupes de mendiants repoussants, ne cessent de s'infiltrer dans le pays, semant la moquerie ou l'effroi [...] Ils vivent de charité de chapardage ; ils sont, bien sûr, voleurs et violeurs, au pire criminels ; au mieux, ils acceptent, pour vivre, pour ne pas mourir, de faire n'importe quel métier, n'importe quelle sale besogne qui répugnent aux nationaux. Pour des prix misérables, ils s'abaissent aux plus misérables offices. Pour tout bien, ils apportent des parasites, car ils sont, naturellement, naturellement, des parasites [...] ; d'autres mots les escortent et, pour bagages, ils n'ont, à ce qu'on dit, que l'infection, la peste et le reste. A intervalles, ils sont l'objet de « pogroms », de « ratonnades », ce qui est logique puisqu'ils sont pareils aux rats : aussi repoussant que prolifiques et aussi dangereux [...]

*« Ces gens-là, aujourd'hui, on les appellerait travailleurs immigrés, pauvres hères qui fuient la famine chez eux. Mais, qui le devinerait de nos jours ? Ces gens-là étaient, non pas presque nos compatriotes, comme on dit les évêques des immigrés, mais, justement, nos compatriotes, sinon nos contemporains d'aujourd'hui, à coup sûr ceux d'autrefois. Ces gens-là, qui irritaient le nationalisme espagnol des XVIe et XVIIe siècles, c'étaient les Français. Le Français était bien, pour l'Espagnol du Siècle d'Or, l'exemplaire parfait de ce que l'on nomme de nos jours « le travailleur immigré » [...] Le Français est un type répertorié de comique de bas étage, et involontaire la plupart du temps [...] La prolifération des Français est-elle, leur misère est si noire que, malgré l'irritation du peuple choqué par cette aide sociale, les portes des couvents s'ouvrent pour leur donner une vitale pitance sans laquelle ils crèveraient de faim. A tel point que ce que la France appelle « soupe populaire » sera nommé, en Espagne, *sopa francesa*, « soupe française » ». (p. 269 à 271).*

Sa chronique marseillaise rappelle que l'on est toujours l'étranger de *quelqu'un* quelque part et que le miroir des représentations peut s'inverser.

« Ce miroir que nous temps le passé, l'image qu'il réfléchit devrait nous inviter à la réflexion. Les civilisations savent qu'elles sont mortelles. Les sociétés savent qu'elles ont des crises et les économies, des maladies graves. Plutôt que d'en exécrer ou exorciser l'image, veillons, dans la prospérité, à voir dans l'immigré d'aujourd'hui celui que l'on peut devenir demain ». (p. 272)

C'est un appel à l'humilité, car notre condition d'homme est sous l'influence de la grandeur et de la décadence de nos sociétés.

Thérèse BASSE
19 mars 2009

ANNEXE 2

QUESTIONNAIRES

Le sentiment d'appartenance commun se crée, d'après le réponses au questionnaire, par :

- *l'unification des français autour d'un tronc commun, d un thème commun.*
- *l'envie de faire avancer son pays dans des valeurs et une langue communes, des droits fondamentaux mais aussi des devoirs incontournables librement acceptés.*
- *des institutions de la république communes, acceptées et appliquées pour tous. Il s'agirait d'avoir des buts, des ambitions pour la nation, de donner des perspectives d'avenir aux gens qui y vivent, de créer une dynamique, une volonté commune.*

L'éducation tient une place majeure, mais reviennent souvent l'exemplarité et le respect.

RECONCILIATION

Synthèse des questions

LA CITOYENNETÉ

Pour vous, qu'est-ce qu'une nation ?	p. 37
Que représente à vos yeux la mondialisation ?	p. 38
Qu'est-ce qu'être citoyen d'une nation, face à la mondialisation des sociétés ?	p. 40
Qu'elles sont les valeurs fondamentales contenues dans tout projet de citoyenneté ?	p. 42

Education

Face aux nouvelles sources d'inégalités et d'exclusion, quels sont les enjeux et les finalités d'une société, en matière d'éducation citoyenne ? ?	p. 43
Comment faire face à la montée de la violence et du non respect : à qui échoit le rôle d'éduquer les enfants ? Quelles sont les difficultés et les contraintes ?	
• <i>Le rôle des parents ?</i>	p. 45
• <i>Le rôle de l'école ?</i>	p. 46
• <i>Le rôle de l'Etat et des collectivités ?</i>	p. 47
• <i>Le rôle des organisations d'accompagnement éducatif et social ?</i>	p. 48
Quel modèle d'éducation interculturelle et citoyenne, mettre-en-œuvre pour, apprendre aux enfants et aux jeunes à vivre en meilleure intelligence avec la société et son environnement ?	p. 49

Cohabitation

➤ **Devenir membre d'une société :**

Quelle forme de citoyenneté, pour qui : pensez-vous qu'il faille catégoriser les citoyennetés ? Si oui, pourquoi ?	p. 50
Peut-on différencier les immigrations en matière de volonté d'intégration ?	p. 51
Peut-on être reconnu comme citoyen français, lorsque les origines vous enferment encore dans le vocable « issus de l'immigration » ?	p. 52
Changer de prénom, pour prendre un prénom français, permettrait-il d'être pleinement intégré ?	p. 54
Qu'est-ce qu'un prénom français, pour vous ?	p. 55
Pensez-vous que l'on puisse concilier religion et laïcité ?	p. 56
Qu'est-ce qui, en finalité, crée le sentiment d'appartenance commun, à une même nation ?	p. 58

➤ **Mixité sociale :**

Face à, parfois, la difficulté de cohabiter dans un même bâtiment avec des cultures différentes, que pourrait-on faire pour parvenir à sortir de l'isolement, se parler entre voisin ?	p. 59
Peut-on parvenir à une mixité sociale non contrainte ?	p. 60

➤ **Favoriser la cohabitation :**

En définitive, selon vous, d'où viennent les problèmes de cohabitation dans la société ?	p. 61
Que proposeriez-vous pour rétablir le dialogue, sortir des représentations négatives, de façon à mieux cohabiter ?	p. 63
Est-il possible de parvenir au changement de comportement de la société ? Quelle serait la solution ?	p. 64

LA LOI

Que pensez-vous de la loi et du respect des lois au sein d'une démocratie ?	p. 65
Quelles sont, d'après vous, les difficultés à faire appliquer les lois ?	p. 66
Quel doit être le rôle de l'Etat ?	p. 67
Qu'est-ce qui pour vous est actuellement juste et / ou injuste ?	p. 68
Que proposeriez-vous pour parvenir à gérer efficacement les rapports entre les individus au sein d'une même société ?	p. 69

Contribution autre	p. 71
--------------------	-------

POUR VOUS, QU'EST-CE QU'UNE NATION ?

Une nation est la plus grande assemblée cohérente d'un groupe humain relié par sa langue, sa culture, son histoire, ses aspirations, ses croyances, par le partage d'un commun fondamental pour sa survie : territoires, ressources. Son liant principal devrait être la fraternité.

Un cadre dans lequel évoluent un ensemble de citoyens ayant une volonté de vie commune et unitaire.

Une entité géographique et culturelle.

Un terme impersonnel, le qualificatif de toutes les nations du monde identifiées comme « communauté humaine ».

Une nation est composée d'un ensemble de femmes et d'hommes qui partagent un idéal commun, vivent et veulent vivre ensemble ; un territoire circonscrit qui s'est construit progressivement avec différentes régions et leurs particularismes, avec un ou des ennemis communs, une même religion même avec des schismes, sous l'égide d'un état. C'est, la revendication par un peuple de son autonomie, de son identité : même langue, même histoire, même racine, traditions et culture, un sens social et économique, une démocratie et des lois. C'est une terre dont son peuple a des objectifs, un peuple régit par une constitution, un ensemble de lois, de règlements organisés autour de valeurs communes

La nation est un édifice en construction permanente, de part le caractère vivant et évolutif du peuple qui le compose mais aussi, de part les êtres et les événements qui ont conduit à sa création. C'est un trajet, une épopée du passé (son histoire) vers le futur (son avenir) par quelques haltes au présent (son actualité).

La France est une nation avec son histoire, son passé, son patrimoine. Toujours, selon certaines réponses du questionnaire, la progressive construction de notre nation a entraîné une histoire internationale marquante dans l'histoire de l'humanité (en particulier par les événements révolutionnaires et l'histoire démocratique et républicaine des 18ème et 19ème siècles surtout).

Concernant la relation à l'autre, la nation accueille toutes celles et ceux qui désirent épouser ces valeurs tout en les faisant évoluer.

La nation est ainsi constituée d'un ensemble de population avec différentes origines. Un ensemble d'individus n'ayant peut-être pas les mêmes idées fondamentales, mais prêtes à accepter les mêmes droits et devoirs.

C'est l'apport de minorités ou d'immigrants voulant être vraiment français et le devenir à terme soit, s'intégrer sans vouloir imposer leurs modes de vie. Toutefois, est-il ajouté, la minorité ne doit pas être trop importante, ce qui n'empêche nullement, si elle ne gêne pas et est positive, certains apports à notre culture. Maintenant, si certains sont réticents et ne se sentent pas heureux chez nous et bien ils ont le loisir de pouvoir retourner chez eux, disons d'où, ils viennent, ou l'Etat les renvoie en leur retirant notre nationalité s'ils l'ont obtenue. D'ailleurs, portant sur la nationalité, l'avis est ici, qu'elle ne devrait pas s'obtenir par le droit du sol mais par le vouloir et l'envie.

En France pour l'instant notre histoire est de type européen et qu'on le veuille ou non la religion est aussi chrétienne depuis des siècles.

La nation serait donc en finalité, un ensemble cosmopolite, hétérogène qui exerce dans un même élan une force commune pour atteindre des buts, des objectifs, afin de préserver l'espace vital et de rendre cet espace agréable et protecteur aux habitants qui le façonnent.

QUE REPRESENTE A VOS YEUX LA MONDIALISATION ?

La mondialisation représente l'échange matériel et culturel entre plusieurs nations dans le monde

La mondialisation est, nous dit-on, la conséquence de notre évolution, des deux grandes révolutions qui ont façonné le 20^{ème} siècle : l'énergie et l'information.

- L'énergie a permis de réaliser d'immenses travaux, de développer les transports de marchandises et de personnes, en quantité de plus en plus importantes, et dans des temps de plus en plus courts.
- L'information a permis de mettre en relation des personnes, des savoirs, des connaissances qui ont abouti à de nouvelles visions, plus larges.

La mondialisation représente donc à la fois un gain, d'un point de vue philosophique et un risque énorme car elle est principalement dans les mains d'intérêts privés peu attachés à l'intérêt collectif. La lecture de « l'Empire de la Honte » met en relief les dangers et les conséquences effroyables de cette immaturité.

Une prise de conscience née de la nécessité qu'ont les nations à échanger à des fins économiques, scientifiques, culturelles afin d'en réguler les effets, mais aussi, de l'obligation à confectionner un devenir capable d'anticiper les mutations et de permettre la sauvegarde des espèces qui peuplent la terre (Humaines, Animales, Végétales).

Un nouvel ordre mondial libre économie du marché avec la chute du communisme c'est un nouveau système d'économie du marché de politique.

La mondialisation représenterait un avenir sans frontière qui malheureusement ne concerne que les pays industriels étant avant tout économique

Vues positives et négatives de la mondialisation.

Positives

L'Homme devient « citoyen du monde »

La pacification des nations, une meilleure coordination dans beaucoup de domaines.

Une chance d'établir des relations internationales sur la base d'un projet commun fondé sur les valeurs humaines et sociales.

La globalisation et l'inter-connectivité permanente de toute chose

La mondialisation s'est construite progressivement avec le développement du commerce international dès l'aube de l'histoire moderne Elle s'est accélérée ces dernières décennies Certains pays assurent leur développement récent grâce à elle ce qui profite quelquefois en dernier recours à leur peuple. Les pays occidentaux, dont le nôtre, en profitent globalement.

Grâce aux nouvelles technologies tous les peuples ont une meilleure connaissance des autres. Cela comprend aussi les échanges commerciaux dus à la mondialisation.

A première vue, c'est une manière de faire faire par Paul ce que Pierre ferait avec plus de difficultés, mais à long terme cela devrait permettre de rapprocher des façons de vivre différentes

En relation avec la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, on peut sous entendre qu'elle pourrait avoir pour vocation l'amélioration des individus pour les amener progressivement dans des conditions de vie d'hygiène, d'enseignement, de santé, de travail ... convenables, sous l'égide d'un "truc" qui s'apparenterait à l'ONU.

"Gommer les différences tout en respectant les différences"

Négatives

Un commerce mondial sans éthique

Avant tout, des intérêts économiques partagés par les possédant.

Le pari d'un idéal de paix universelle, d'un souhait de fraternité entre les peuples malheureusement trop souvent pervertis par l'avidité du pouvoir, de l'argent et de la soif de domination.

TROP DE GENS TROP DE PEUPLES LA SUBISSENT ET EN SOUFFRENT IL FAUT REGULER LA MONDIALISATION LA CONTRÔLER CAR ELLE ENGENDRE TROP DE MISERES ET DE DESTRUCTIONS

Apport et élévation du niveau de vie des pays en voie de développement, ils ont faim, ils en ont besoin et c'est normal ; ainsi que pour les échanges mondiaux ; puis pour nous d'avoir des produits à coûts plus réduits

Un processus économique abolissant les frontières pour transformer chaque nation en marché public, niant les spécificités culturelles des pays pour voir dans chacun citoyen un seul et unique consommateur.

Quand j'ai commencé à entendre régulièrement ce terme, il n'y a pas si longtemps, c'était pour moi un formidable espoir de voir le monde vivre ensemble. Depuis, j'ai eu le très net sentiment que le terme se galvaudait vers un sens, comment dire, plus... mercantile...

Rouleau compresseur qui oublie l'individu au profit du profit, qui vise à tout uniformiser, la vie, la culture, l'éducation, l'accès à la santé, les règles du travail, ..., à imposer des règles économiques communes pour accroître les besoins donc les profits.

Attentes

Une nécessité également de régulation afin de protéger les équilibres entre les populations. Il faut garder un souci d'œuvrer vers un mieux commun.

Apport et élévation du niveau de vie des pays en voie de développement, effets inverses pour nous, nos exportations deviennent dans le rouge, il faudra toujours avoir une technologie d'avance avec beaucoup de difficultés à pour résister, ainsi qu'à maîtriser les différentes cultures en présence.

Un jour ne risque-t-on pas de se retrouver avec des nouveaux droits de douane ?

La mondialisation sur le plan économique est aujourd'hui faussée par une stratégie de profit, alors que la mondialisation est le respect de toutes les femmes et de tous les hommes et l'acceptation de partager humainement et équitablement le monde. Je suis chrétien et je sais que Jésus est venu pour tous les hommes, alors le monde d'Amour est ma Nation.

QU'EST-CE QU'ÊTRE CITOYEN D'UNE NATION, FACE A LA MONDIALISATION DES SOCIÉTÉS ?

Être citoyen comme cela l'a toujours été c'est se sentir responsable ; c'est s'occuper des affaires de la cité et la cité est aujourd'hui la planète dont l'avenir peut être menacé à brève échéance. Être citoyen c'est plus que jamais faire appel à la raison en se méfiant des passions et surtout des pulsions trompeuses.

C'est défendre et intégrer aux mieux les valeurs qui animent notre vie en société dans le respect des valeurs qui animent les autres sociétés. C'est une recherche active du compromis noble qui valorise les relations amicales entre les peuples dans la défense du moi en tant que nation et la reconnaissance des autres.

Revendiquer sa spécificité, sa culture, sans tomber dans le communautarisme. Défendre son individualité sans tomber dans l'individualisme. Adhérer au contrat social d'un pays et admettre que tout pacte citoyen implique des devoirs, des sacrifices qui peuvent s'accorder avec la mondialisation des sociétés si ce nivellement n'est pas au détriment des plus fragiles

Avoir un regard curieux sur les quatre coins du monde

Être citoyen d'une nation face à la mondialisation des sociétés permet aux peuples de se diversifier selon leur besoin dans le monde

Être citoyen d'une nation, face à la mondialisation des sociétés, c'est faire front et pouvoir « se serrer les coudes » ainsi que faire des efforts, renoncer aux privilèges, en finir avec le corporatisme, être solidaire.

C'est d'accepter des idées nouvelles tout en les adaptant à sa façon d'appréhender les problèmes

Croire en l'histoire et la construction de son pays, respecter les autres citoyens mais avant tout en ayant connaissance des autres cultures et pays

C'est comprendre qu'appartenir à un pays est important, en s'inscrivant en tant que citoyens du monde, appartenant tous à une grande nation commune

Savoir se retrouver dans les valeurs fondatrices de la nation.

Pour moi, exactement comme l'habitant d'une région face à son pays. Conserver son identité, sa culture, son particularisme tout en étant conscient de ses devoirs envers ses frères d'ailleurs.

Respecter les règles instaurées par sa nation face à la mondialisation des sociétés

Un dernier refuge avant de plonger (sombrier) dans le monde de demain, en attendant le monde universelle, c'est-à-dire, être un terrien

Citoyen, nation, mondialisation, un peu antinomique !

Citoyen semble être un terme franco-français qui est rattaché à l'histoire de notre pays et en particulier qui prend ses sources dans la révolution française.

Toutes les nations n'ont pas pris le même chemin.

Le rêve, citoyen du monde : celui qui avec d'autres, se bat pour faire évoluer les règles et les lois, mais pas dans un souci de pouvoir mais pour le bien et bien être commun. Il y a beaucoup de "citoyens" aux quatre coins du monde mais leur effort et leur souffrance ont été souvent récupérés par d'autres comme nous le répète l'histoire.

Peut être qu'il y a des mots comme citoyen et laïque qui ne sont que français !

C'est être un fétu de paille à la merci de mécanismes mondiaux qui lui font perdre la maîtrise de sa propre destinée. C'est aussi un acteur de base des réseaux de consciences qui sont entrain de se créer autour de la compréhension d'une destinée commune pour résister à la déshumanisation économique en cours dans le monde.

Etre citoyen d'une nation face à la mondialisation des sociétés c'est enrichir le système grâce a son mode de vie et ses expériences acquises, c'est faire partager pour mieux s'allier

C'est une chance pour nous afin de véhiculer les valeurs républicaines, notre histoire et de promouvoir nos idées et notre philosophie radicale. Citoyen d'une nation comme la France doit être considéré comme générateur d'un ensemble de devoirs et de droits fondamentaux

QU'ELLES SONT LES VALEURS FONDAMENTALES CONTENUES DANS TOUT PROJET DE CITOYENNETE ?

Le respect est de loin l'ultime des valeurs. Sans respect la vie en communauté n'est pas réalisable ni envisageable, la liberté non plus, la politesse et la civilité ne deviennent que des mots. Le courage aussi, car sans courage il n'y a pas d'affirmation de la citoyenneté et des valeurs qui la font naître. La justice également qui règle, qui ordonne les rapports entre les uns et les autres, qui assure la protection du plus faible.

Être citoyen c'est être un « HUMAIN »

Education, connaissance de l'histoire, droits de l'homme, respect, fraternité, laïcité, tolérance, démocratie, humanisme, responsabilité, égalité, altruisme, ouverture, écoute, partage, écologie et solidarité

Avoir un projet éthique de citoyen : ne pas faire à autrui ce que l'on aimerait pas que l'on nous fasse.

Respecter l'Autre est peut être la base d'une citoyenneté, d'un fondement d'une société

Ce sont les valeurs morales que l'on peut retrouver dans toutes les grandes spiritualités, que l'on y adhère ou pas, mais qui font qu'elles existent (les spiritualités).

Le respect et l'amour de l'autre, la tolérance, l'honnêteté, etc. Une devise "Liberté, Egalité, Fraternité" qui les regroupe toutes.

La raison, la démocratie respectueuse de toutes les libertés à partir du moment où une idée ou une conviction ne veut pas s'imposer par la force et la violence. Il me semble que dans toute action citoyenne il y a un projet généreux.

Le respect du contenu de la Constitution du pays dont on est citoyen

Les valeurs fondamentales contenues dans tout projet de citoyenneté pourraient être honnêteté, justice (égalité mais pas égalitarisme), respect de soi-même et des autres, sens du « devoir » d'abord avant celui du droit

C'est le respect de la loi, surtout si elle prend ses sources dans la déclaration universelle des droits de l'homme et si elle-même est respectée.

Tout d'abord c'est le respect des lieux publics où l'on exerce sa citoyenneté, ainsi que le respect d'autrui au sein de la société en respectant les lois mises en vigueur pour le bien être de la société

La participation à l'élaboration des lois, leur respect avec la possibilité de changer ce qui se révèle négatif dans le développement de la nation

EDUCATION

FACE AUX NOUVELLES SOURCES D'INEGALITES ET D'EXCLUSION, QUELS SONT LES ENJEUX ET LES FINALITES D'UNE SOCIETE, EN MATIERE D'EDUCATION CITOYENNE ?

Aimer l'Autre et avant cela s'Aimer

Le retour à la morale et sensibiliser les jeunes à d'autres cultures

Expliquer et faire comprendre la notion de partage et fraternité. Respecter les différences en apprenant à les connaître

Redonner un sens aux mots démocratie, république et patrie avant toute chose

La haine qui s'installe de la part des gens qui se sentent exclus

Tout d'abord, l'éducation pour tous, en intégrant le fait que chacun est différent et qu'il nécessite de ce fait des moyens d'éducation différents et adaptés. Je ne parle que de la capacité à étudier et non des différences de tout autre ordre (religieuse, culturelle, politique, social...)

L'inégalité favorise l'exclusion - Equilibré l'inégalité et l'égalité pour éradiquer l'exclusion c'est l'enjeu et la finalité d'une société

Ca sera de fournir un apprentissage égale quelque soit le milieu social, et de rendre l'éducation plus intéressante

Faire accepter le principe de sacrifice : tout système de santé publique, d'assurance chômage, d'éducation, de service public etc. implique l'adhésion à ses fondements républicains, ne pas impliquer ses devoirs implique aussi le refus de ses droits

Intégration de chaque personne dans la société afin d'harmoniser les relations et pour que la société puisse se développer librement et pacifiquement

La nation, la société ne doit-elle pas être cohérente pour échapper au chaos et construire un commun profitable à chacun ? Ne doit-elle pas être une, indivisible, tout en étant plurielle pour exprimer tout son potentiel, toute sa richesse ?

Son évolution, sa reproduction en tant qu'ensemble ne résident-elles pas dans l'éducation de ses « citoyens » ? N'est-elle pas, cette éducation en tant que constitutive d'une culture commune, à la base du liant, de la dynamique, de la créativité de ce groupe humain ? N'est-ce pas ainsi que l'on peut relever les grands défis de l'humanité ?

Les enjeux sont d'arriver à scolariser, et à donner un accès aux études et à l'emploi pour tous. C'est en ayant les moyens de comprendre la société que l'homme devient citoyen.

L'accès à l'Art est aussi important.

Aux différentes écoles d'enseigner le civisme ou morale, ainsi que les différentes fonctions administratives de l'état et des collectivités en général. Ne pas démissionner et se faire respecter, avec le pouvoir de savoir dire NON, de ne plus être passiviste ni laxiste puis savoir sanctionner objectivement. Faire apprendre une autre langue que la notre dès le plus jeune âge.

Il faut définir sans ambiguïté les valeurs républicaines : liberté égalité fraternité bien sûr et QUE LA LAICITE EST UNE VALEUR FONDAMENTALE DE NOTRE REPUBLIQUE ce qui signifie que personnellement on peut avoir ses convictions et religions mais aucune de celles-ci ne doit imposer ses vues dans la sphère publique. Il est important que les simples valeurs démocratiques (le droit de vote pour tous, l'autorisation de tous les partis non violents, les élections à intervalles réguliers, l'indépendance de la justice , le droit d'opinion et d'expression..) soient présentés comme essentielles et fondamentales dès l'école primaire. CELA SEMBLE EVIDENT MAIS LES REPRESENTANTS DE L'EDUCATION NATIONALE PLUTÔT QUE DE DISSERTER SANS FIN SUR LES METHODES DOIVENT S'ASSURER QUE CE SIMPLE TRAVAIL DE BASE EST REELLEMENT EFFECTUE EN INSTRUCTION CIVIQUE ET DANS LA DUREE. Il est important qu'il soit dit par les enseignants que la démocratie est le meilleur moyen d'améliorer le fonctionnement d'une société car par l'action démocratique tous les citoyens doivent avoir en vue le progrès pour tous. LA DEMOCRATIE A LA DIFFERENCE D'UN AUTRE SYSTEME EST FONDAMENTALEMENT GENEREUSE car elle cherche à concilier l'intérêt privé et le collectif.

Le tout n'est-il pas le résultat de l'assemblée de toutes ses individualités ? Tenir compte de la destinée de chacun et se baser sur des valeurs de reconnaissance de la qualité de chaque individu en tant que partie du tout n'est-ce pas un but à atteindre pour l'éducation citoyenne ? Ainsi en s'épanouissant dans ce système, l'individu n'a-t-il pas plus de désirs d'y adhérer et de devenir un membre actif porteur d'une dynamique constructive.

En conséquence, l'éducation citoyenne ne devrait-elle pas permettre l'épanouissement de l'individu dans une construction commune ?

La révolution de l'information révèle que la ressource première de la nation est l'intelligence collective. Wikipédia est un exemple révélateur de ce que le progrès technique peut nous amener à créer collectivement et qui profite à tous.

Le monde est en changement de plus en plus rapide et cette intelligence collective n'est-elle pas une des clés les plus importantes pour son évolution ?

Chaque être d'un groupe humain porte en lui un potentiel qui enrichit le groupe et la qualité d'une nation est de permettre l'expression la meilleure possible de ce potentiel.

Les enjeux sont de taille car il s'agit d'inculquer, d'enseigner, de donner des connaissances, d'enrichir et de développer le patrimoine intellectuel des individus afin de cultiver, dans la diversité, les racines qui engendreront la pensée collective future tout en favorisant la pensée individuelle de chacun et le tout dans un esprit respectueux des valeurs citoyennes.

Commençons par identifier ces valeurs (ce qui est fait plus haut dans le questionnaire) et transmettons-les comme base indissociable à tout enseignement.

Je reste convaincu que l'école laïque est la meilleure école qui n'est jamais été mise en place, justement par le traitement égalitaire et les avantages du brassage social et culturel. C'est justement de permettre à ses enfants de vivre en bonne intelligence, dans le respect et l'amour des uns et des autres.

L'école gratuite et républicaine reste la solution afin de combattre les inégalités et l'exclusion. L'école publique et obligatoire est un creuset indispensable à l'éducation citoyenne. L'enjeu est de taille et les moyens doivent l'être également.

Les enjeux et finalité d'une société c'est mettre en place des associations qui encadreraient les jeunes de notre société afin qu'ils se sentent à part entière à la société française

L'éducation citoyenne ne peut fonctionner sans exemplarité ; donc elle doit commencer par les dirigeants, les responsables ... élus = citoyens, parents = enfants, patron = ouvrier

COMMENT FAIRE FACE A LA MONTEE DE LA VIOLENCE ET DU NON RESPECT : A QUI ECHOIT LE ROLE D'EDUQUER LES ENFANTS ? QUELLES SONT LES DIFFICULTES ET LES CONTRAINTES ?

3 questions, et 3 problématiques qui sont connexes. Je traduis : il y a le constat d'une augmentation de la violence et du non respect dont le traitement passe en partie par l'éducation mais le résultat n'est, aujourd'hui, pas évident et le chemin parsemé d'écueils.

Le constat de ce que chacun est, est le résultat d'une éducation mais aussi d'une non éducation et des réactions à cette éducation (et non éducation). Les cellules éducatives sont (loi des 80/20) majoritairement la cellule familiale directe, les autres parents, les amis, les collègues, le quartier, les associations, le milieu professionnel. En fait et chacun à des degrés différents, des cellules « affectives » au sein desquelles s'installent des relations ou des silences !!!

Complicé parce que lapidaire!!

En plus de quelle éducation parle-t-on ? D'école ou de la vie ?

LES ROLES DES PARENTS

Amour, valeurs.

Se respecter les uns et les autres, s'intégrer en société

Eduquer son enfant dans le partage, la tolérance, le respect, la morale

Apprendre l'Amour, le respect du travail, des autres et du bien national

Très important, dans l'éducation des enfants (la première école)

Rôle éducatif majeur prévu par la règle de droit.

Transmettre, être responsable, donner toutes les chances possibles aux enfants dans la mesure de ses propres moyens

Primordial, puisque les parents sont là non seulement pour donner tout leur amour, leur expérience, leur culture mais aussi pour garantir leur avenir intellectuel et moral.

La cellule familiale, pilier éducatif, doit absolument jouer son rôle, notamment en terme d'autorité

Les parents ne peuvent laisser aux services publics la seule éducation de leurs enfants, les valeurs essentielles à chaque individu doivent également être enseignées dans les cadres familiaux

Le rôle des parents serai d'encadrer leurs enfants durant toute la scolarité, veiller a ce que tout se passe bien au sein de l'école en participant au réunion parents professeurs

Le rôle des parents est effectivement de transmettre à leurs enfants des valeurs et de l'amour. Mais peut on transmettre ses valeurs dans une misère sociale ? Beaucoup le font et certains échouent

La part d'éducation apportée par les parents est, me semble-t-il, la plus importante parce que la première et la plus baignée d'affect. Elle devrait être celle de la construction, par la transmission et l'exemple, de l'individu en devenir, celle des valeurs fondamentales et humanistes. Mais pour éduquer, il faut avoir soi-même traversé et assumé les arcanes de sa propre éducation.

Petit problème : les valeurs fondamentales et humanistes sont celles du milieu d'où je viens ou celles du milieu où je veux aller ? Je dirais peu importe s'il n'y a pas jugement derrière mais ouverture d'esprit.

Faire comprendre aux enfants que sans respect il ne peut y avoir de vie sociale, il faut donc insister sur le rôle néfaste du vol, du mensonge, etc.

C'est d'éduquer aux règles élémentaires de coexistence et de relation à l'intérieur d'un groupe, d'une famille (Politesse, respect, amour, tendresse, affection, partage). Les difficultés de la vie quotidienne, le rythme effréné de celle-ci, la société de consommation, la précarité de l'emploi, la précarité du logement, la perte des repères de l'identité, le manque de soutien ont fait de l'éducation des enfants une contrainte supplémentaire et non plus une nécessité, un but, une raison.

Valoriser le rôle des parents et faciliter la tâche de parents en difficultés.
Souvent dépassés par les événements, et par manque de moyens, les parents n'assument plus leur rôle.

Il est nécessaire d'offrir aux nouveaux arrivés dans notre pays une formation dans notre langue et une information sur les valeurs démocratiques et laïques.

Pour les parents installés dans notre pays la fermeté est souhaitable dans certains cas : parents incapables d'éduquer leurs enfants dès le plus jeune âge ; c'est aux collectivités publiques d'agir dans l'intérêt de l'enfant (il est évident que ces enfants doivent toujours être en contact avec leurs familles même si la collectivité nationale les prend en charge avec des éducateurs expérimentés et formés)

LE ROLE DE L'ECOLE

La morale, aider les plus faibles, donner confiance

Apprendre l'Amour et donc le respect de l'autre.

Socialisation, savoir, savoir-faire et savoir-être.

Apprentissage des connaissances général

Il est complémentaire par l'éducation civique et la vie en communauté.

Développer les valeurs de chaque enfant par un travail régulier.

Le rôle de l'Ecole est d'enseigner aux enfants à vivre en société, à partager, à comprendre la société dans laquelle ils évoluent et à se préparer un avenir avec des connaissances intellectuelles.

C'est d'enseigner, de partager le savoir, de développer les acquis, de montrer la voie par laquelle on peut acquérir les richesses contenues dans la culture, d'indiquer un chemin vers la liberté d'une pensée riche et variée. C'est aussi de guider les pas vers le futur professionnel, l'orientation, d'aider à discerner la nécessité d'une formation adaptée.

La mission de l'école est l'éducation, en complément de celle des parents, par contre elle doit jouer un rôle plus fort dans l'apprentissage du civisme.

Eduquer sans partialité, apprendre sans tabous, former avec respect, tenir compte du marché du travail.

Le rôle de l'école est à mes yeux un rôle de transmission du savoir. Et c'est souvent grâce au savoir que l'on peut arriver à appréhender le monde. Donc ce n'est pas le rôle de l'école « d'éduquer » mais elle y participe néanmoins

Complémentaire au rôle des parents, elle n'intervient que plus tard, une fois que l'individu a acquis les bases de la relation à l'autre (autre plan de conscience). Elle est celle de la connaissance mais aussi le berceau de l'éducation citoyenne, immersion de l'individu dans une micro société (l'école) sensée être protégée et le protéger. Mais au-delà, c'est la perception des futurs choix à faire et de sa propre défense à imaginer (ce n'est pas que le milieu est hostile mais ...).

Le brassage social, culturel, cultuel, philosophique, économique, historique, que permet l'école, fait partie de cette éducation citoyenne.

Donc importance de l'école laïque.

Il est et sera toujours essentiel, car c'est une des missions des enseignants et personnels éducatifs. Ce sont les équipes éducatives qui ont des liens privilégiés avec les familles dès la maternelle. L'opération « école ouverte aux parents » doit être encouragée, développée et généralisée. Il faut utiliser efficacement les personnels dits de Vie Scolaire dans les collèges et lycées.

Creuset républicain, son rôle est de donner les mêmes chances à tout enfant sur le territoire national en permettant d'acquérir un niveau de connaissance en adéquation avec les nécessités d'une société moderne

S'occuper des personnes en difficulté, les aider socialement et administrativement, et leur apprendre la langue française obligatoirement pour les immigrés.

Favoriser l'accès à une éducation sans hiérarchie de classe, sans ségrégation sociale.

Motiver les jeunes dès l'entrée au collège d'intégrer une formation générale et ne pas délaissier les jeunes à leur libre choix.

Second mais important aussi car il complète l'école des parents.

Quasiment aussi important que celui des parents, hors cadre affectif. L'école devrait permettre l'épanouissement de chaque enfant dans notre Société, que ce soit moralement, culturellement, intellectuellement et même financièrement.

LE ROLE DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES

En plus du rôle attribuer aux parents et à l'école en matière de transmission de valeurs, de soutien éducatif et à l'intégration dans la société, on pourrait ajouter que tous leurs comportements et leurs décisions doivent être clairs et sans arrière-pensée, la communication est très importante. Il faut aussi que l'appareil de l'Etat soit respectable et respecté, que la justice soit égale pour tous, sans passe droit ni clientélisme

L'état et les collectivités aujourd'hui, sont des contributeurs forts, d'une part au système éducatif mais aussi, d'autre part, parce qu'ils (elles) sont les défenseurs de nos institutions, au travers de notre constitution, celle de la république citoyenne et laïque. C'est pour cela que toute évolution de ces institutions doit être examinée avec prudence.

Un autre point qui me semble important est l'exemplarité obligatoire de ces institutions et des personnes qui en ont la charge.

Organisation, réglementation et développement

Apprendre à vivre en communauté

Apprendre l'Amour et donc le respect de l'autre.

Permettre aux citoyens de vivre équitablement et harmonieusement.

Etre un exemple afin que les citoyens soient à leur image.

Fournir les moyens nécessaires aux parents et à l'école.

S'impliquer d'avantage arrêter de parler pour gagner des voix, il faut qu'ils agissent et qu'ils soient crédibles

Mettre en œuvre les moyens humains, matériels et savoirs de manière cohérente et équitable.

Mettre en place plus de formation d'aide à l'éducation

L'Etat et les collectivités doivent accompagner l'éducation. Soutenir des projets, mettre tous les moyens en oeuvre pour l'accès au savoir à la culture et donc à l'éducation

Permettre et donner à tous les enfants, à minima, les moyens et supports pour garantir leur épanouissement moral et intellectuel.

Le rôle est avant tout éducatif et préventif. Des structures de type internat ou d'accueil éducatif doivent être développées dans tout le pays. Le contrôle démocratique doit permettre d'éviter toute dérive autoritariste de ces structures

Un rôle d'arbitrage, d'encadrement, de financement et d'entretien des structures. De pourvoir à l'égalité des chances et de permettre l'intégration du plus grand nombre en réduisant le plus possible les différences liées au niveau social, aux origines, à l'état et aux genres.

L'ETAT est le garant des programmes et de leur mise en œuvre de manière équilibrée et équitable sur le territoire. Il doit s'assurer de la mise à disposition de moyens humains et matériels sur l'ensemble du territoire

Donner du travail aux jeunes

Veiller au respect des règles édictées pour tous.

Etre répressif en cas de débordements mais aider aussi à pallier les inégalités sociales

Ne pas sombrer dans l'autoritarisme et donner à l'éducation un rôle de régulation sociale

Donner les moyens nécessaires, être impartial, veiller à l'application des lois, les règles, dans le respect de l'égalité

LE ROLE DES ORGANISATIONS D'ACCOMPAGNEMENT EDUCATIF ET SOCIAL

Echanger et brasser les cultures

Apprendre l'Amour et donc le respect de l'autre.

Etre honnête, avoir la foi, transmettre dans un cadre législatif

Aide à l'insertion de chacun suivant ses possibilités

Le rôle des associations est très important, il faut pouvoir connaître avec certitude leur vraie finalité, en un mot qu'elles puissent subir certains contrôles moraux et financiers

Eviter aussi trop d'assistanat car selon la célèbre devise : aides-toi le ciel t'aidera

Ces organisations sont déjà nombreuses et certaines habilitées. Le risque serait que le système éducatif national laisse agir ces associations et organismes sans contrôle. C'est à l'enseignant prioritairement à intégrer l'intervention de l'organisme ou de l'association dans sa progression pédagogique et éducative (et non le contraire où l'association impose sa démarche à l'éducation nationale). Une dérive existe également car les collectivités (riches...) peuvent financer des associations avec un contrôle minimum en espérant un bénéfice électoral

Un rôle de prévention, et d'informations afin de trouver des solutions à des problèmes particuliers

Il est complémentaire à celui des parents, de l'école et de l'Etat et ce situe plus dans l'ouverture d'esprit, l'augmentation du champ de réflexion. Il peut être un recours en cas d'échec.

C'est la dernière barrière, quand le « canal » conventionnel n'est plus adapté

Assister au mieux les usagers sans tomber pour autant dans l'excès.

Un rôle d'aide, d'accompagnement, de compréhension, de soutien, d'intégration.

Par leur proximité, elles devraient compenser, signaler, détecter, réparer les déficits, les problèmes que n'ont pas su (pu) régler les entités ci-dessus.

Rester à l'écoute des citoyens et apporter à ceux qui en sont privés les services que l'Etat se révèle incapable de donner

Permettre de pratiquer des activités extra scolaire pour des gens en difficultés quelles qu'elles soient

Prise en charge des jeunes délinquants, encadrement dans la vie active pour ceux qui ont arrêté l'école aux plus jeunes âges

Aider à être plus autonomes et à respecter le bien matériel d'autrui, apprendre à être fier d'un projet réalisé de façon individuelle ou en commun

Ils doivent accompagner, soutenir de près les familles en difficultés, et tenir compte de chaque individualité

Aider les parents dans les cités, et les accompagner pour faciliter leur intégration, et éduquer leurs enfants

QUEL MODELE D'EDUCATION INTERCULTURELLE ET CITOYENNE, METTRE-EN-ŒUVRE POUR, APPRENDRE AUX ENFANTS ET AUX JEUNES A VIVRE EN MEILLEURE INTELLIGENCE AVEC LA SOCIETE ET SON ENVIRONNEMENT ?

Pour apprendre aux enfants et aux jeunes à vivre en meilleure intelligence avec la société et son environnement, il faut : que les personnes qui éduquent soient un modèle, savoir accepter l'autre, avoir du respect et de l'humilité, savoir parler d'autres langues et s'ouvrir à d'autres cultures, faire du bénévolat et participer dans des associations.

Il n'existe pas à mes yeux de modèle parfait. Mais un partage des cultures, dans l'apprentissage serait une expérience enrichissante pour chacun.

Le problème de tout modèle éducationnel est lié à sa cohérence avec le modèle de société. Il faudrait donc que le modèle d'éducation permette un isolement reconnu, un refuge par rapport à la société dans le cas où il porterait des valeurs (égalité, solidarité, partage, responsabilité) qui ne soient pas effectives dans la société.

D'abord il ne faut pas qu'ils se sentent exclus de la société

Une éducation civique, républicaine, consciente de son importance dans tout équilibre social et qui n'a pas peur de sa mission.

La laïcité, la morale républicaine : liberté, égalité, fraternité. L'amour et le respect des autres.
Respecter la laïcité, ne pas associer la religion à la politique, l'éducation doit être la même pour tous
Il faut conserver un modèle laïc, à ce sujet le service national était un très bon « brasseur » interculturel

Apprendre à Aimer donc à se respecter et à respecter l'Autre
Apprendre l'histoire d'autres pays
Enseigner que les différences apporte une richesse culturelle. Chacun peut apprendre de l'autre.

Le modèle Français d'éducation est capable d'intégrer et de gérer les différences. L'apport du savoir dispensé est en adéquation avec les enfants de toutes origines et de toutes cultures. La richesse de l'enseignement est adaptée aux différents types de personnalités qui composent les élèves d'aujourd'hui. Par contre le manque de moyen donné aux enseignants pour parfaire leur rôle de pédagogue est immense. Les classes sont surchargées, bons nombres d'éducateurs supprimés, le nombre d'infirmières et de professeurs diminué et les psychologues diplômés sont exclus du paysage scolaire

Eh oui, il ne faut pourtant pas baisser les bras !
Faut-il, tout d'abord, renvoyer les parents à l'école de la citoyenneté ?
Faut-il, ensuite, inventer l'école de la Règle ? Celle qui explique que l'application de la Règle permet à tout un chacun de vivre en harmonie/paix avec autrui ?
Je pense que les « organisations d'accompagnement éducatif et social » prennent toute leur place dans ce créneau. Mais on ne peut pas obliger quelqu'un à faire ce qu'il n'a pas envie, quelque soit le constat. D'ailleurs qui établit le constat ?

Des rencontres avec des jeunes d'autres nationalités et ne pas juger trop vite (apprendre à être tolérant).
Comprendre les enjeux de la société et de l'environnement
Les diverses disciplines particulièrement l'éducation civique doivent œuvrer en ce sens. L'organisation d'une semaine ou /et d'un concours dans les collèges et lycées peut favoriser la lutte anti-raciste
Mettre en œuvre des réunions interculturelles afin que les jeunes découvrent toutes les cultures existantes en France et apprendre que les ressemblances et les différences ont peut les unir dans une même société

COHABITATION

➤ DEVENIR MEMBRE D'UNE SOCIÉTÉ :

**QUELLE FORME DE CITOYENNETÉ, POUR QUI : PENSEZ-VOUS QU'IL FAILLE CATEGORISER LES CITOYENNETES ?
SI OUI, POURQUOI ?**

Non

Soyons citoyen du monde, le hasard m'a fait naître en France (pays moderne) privilégié, exemple l'écologie ne concerne pas que la France

Je pense que nous sommes les citoyens du Monde. Je me sens plus appartenir à la Terre bien que français habitant en Provence et d'origine Pied Noir, catégories auxquelles je suis aussi content d'appartenir...

L'Amour est Un et ne se quantifie pas et ne se « catégorise » pas

Non, il ne faut surtout pas catégoriser les citoyennetés, cela créerait des stéréotypes

Non sinon on se retrouverai comme au temps de la Grèce antique avec les jeunes et les étrangers... en dehors de la citoyennetés. Chacun est citoyen est doit en assumer les responsabilités qui en découlent

NON CE SERAIT UNE ABERATION

Il n'y a pas d'autre citoyenneté que celle déterminée par l'appartenance à une nation.

Non, est citoyen, tout individu, sans discernement aucun, qui répond ou qui a répondu aux critères déterminant

Pourquoi « les citoyennetés ? » Il n'y en a qu'une.

Ce que l'homme a de la difficulté à supporter, c'est l'écart, et la réduction de cet écart le mobilise pleinement.

On peut imaginer toute sorte d'écart mais ceux qui relèvent de la citoyenneté pourraient être :

- l'accès à l'éducation
- l'accès aux systèmes de santé
- la possibilité d'avoir un travail (base de la dignité)

A partir de là intervient le contexte de droit et devoir et on sait ce qui arrive !

Oui

Cette différenciation existe de part la loi. Il est en effet normal de reconsidérer des droits octroyés au citoyen en fonction de son comportement vis-à-vis de la loi. Les personnes sous mains de justice en sont un exemple.

PEUT-ON DIFFERENCIER LES IMMIGRATIONS EN MATIERE DE VOLONTE D'INTEGRATION ?

Il est difficile à l'heure actuelle de différencier l'immigration, d'autant qu'avec le réchauffement de la planète, nous allons devoir assister à des exodes massifs de peuples durement touchés par les catastrophes climatiques. Nous ne pourrions pas dans ce cas faire le choix d'une immigration sélective. Une loi votée en ce sens, serait caduque dans une situation extrême

Oui

Certains peuples s'intègrent plus facilement que d'autres par leurs us et coutumes et leurs religions
Oui mais il faut faire attention. L'Histoire de chaque immigration est différente donc il faut différencier celles qui ont plus de mal à s'intégrer, en essayant de comprendre leur Histoire

Malheureusement oui et ça me fait mal de penser cela. Il y a, hélas, des volontés d'intégration différentes en fonction des communautés.

Oui car certains immigrés sont en France car la société française leur plaît. Dans d'autre cas certains immigrants afin de pouvoir travailler et un jour retourner dans leur pays d'origine

Oui, celles qui acceptent de respecter le pays d'accueil et celles qui veulent absolument imposer sans explication valable leur façon de vivre

Non

Certainement non mais la situation économique et les réalités culturelles que l'on ne peut ignorer font qu'il y a un problème d'intégration de la communauté musulmane

Ce serait scandaleux de le croire. Par contre, pour l'avoir vécu comme immigrants dans ce grand pays démocrate qu'est le Canada, il y a une distinction légale entre l'immigrant et le réfugié. L'immigration est reçue (c'est-à-dire choisie), le réfugié lui est admis suivant des critères autres (politique, guerre, famine, persécution génocide) sous forme de quota même si ce choix ne peut pas évidemment se faire dans un esprit unanime. Ce pays met également tout en œuvre pour favoriser l'intégration et il n'est pas utile de catégoriser les immigrations. La réussite d'intégration est davantage liée à une volonté politique de survie et rien d'autre
D'abord leur fournir les moyens, pour leur faciliter la tâche

Théoriquement non, malgré le fait que certains refusent de s'intégrer, cela ne dépend pas de la provenance du pays mais de l'individu

Non l'immigration a pratiquement toujours été d'origine économique ou politique. L'exception, la règle pour l'immigration « choisie ».

Difficile à dire. Sans doute certaines cultures sont difficiles à intégrer en raison de l'écart d'origine avec celle du pays qui les accueille (religion, vie familiale, coutume...)

Peut-être faut-il se poser la question de la religion

Peut-on considérer les migrations économiques ou intellectuelles (diplôme)...comme porteuses d'un projet d'intégration ?

Cette différenciation est dangereuse car elle laisse entendre un arbitrage ne dépendant pas de la personne concernée. Par contre, demander un certain nombre de critères d'intégration (apprentissage de la langue, des valeurs de la constitution, du respect des traditions) peut-être une forme d'engagement volontaire de l'immigrant pour s'intégrer ou non.

Ce qui importe ce n'est pas le but mais le chemin pour y parvenir. On connaît ça !

Poser la question en ces termes c'est déjà faire le constat qu'il pourrait y avoir des différences.

Nous sommes tous immigrants de quelque part pour aller autre part. C'est avant tout sur la démarche qu'il faut s'arrêter quelques instants. Pourquoi veut-on changer de quelque part ? A-t-on les moyens de notre projet ? Pourquoi faire ? Est-ce important pour sa propre construction ? Est-ce un problème de survie ? Et pourquoi pas ?

Plutôt que de parler de volonté, ne pourrait-on pas donner une réponse citoyenne en disant : Règle

Mais ce n'est pas si simple, encore faut-il que la Règle soit assimilable : barrière de la langue, des coutumes, du sens des mots ...

PEUT-ON ETRE RECONNU COMME CITOYEN FRANÇAIS, LORSQUE LES ORIGINES VOUS ENFERMENT ENCORE DANS LE VOCABLE « ISSUS DE L'IMMIGRATION » ?

Reconnu par qui?

Il faudrait ne pas en tenir compte mais comment ?

Ca doit être difficile mais pas impossible

Il me semble particulièrement noble d'être intégré dans un pays en étant issus de l'immigration. Maintenant, il est évident que la connotation péjorative de l'expression, peut présenter des relents assez malsains...

Non, ce vocabulaire n'est pas employé pour les immigrations occidentales du début du XX^{ème} siècle, c'est en fait un terme qui se veut politiquement correct pour désigner les maghrébins ; il faut bannir l'emploi de terme

A partir du moment où un citoyen a les papiers et qu'il se sent français quelles que soient ses origines, il est français

Difficilement. Le président de la république française est issu de l'immigration et on ne lui met pratiquement jamais de vocable avant de l'interpeller

Les origines ne garantissent pas l'accès à la citoyenneté, être citoyen relève d'un accord, d'un contrat, d'une compréhension des droits et des devoirs que le pays auquel je veux appartenir implique.

Oui, après un temps d'adaptation et si on respecte les lois, us et coutumes de la nation accueillante et si pour nous si la personne veut vraiment devenir français

Oui si on en a la volonté et qu'on s'en donne les moyens en la revendiquant. Sans pour cela renier ses origines lointaines

Bien sûr qu'on veut s'intégrer au sein de la société on y arrive mais les jeunes français (issu de parent immigrés) se regroupent souvent entre eux et ne veulent pas se mélanger puis après ils se sentent exclu de la société

Je répondrais oui. Mais quand on ne sait pas répondre parfaitement on s'appuie sur un partage de responsabilité !

N'est on pas reconnu par les autres ou notre attitude crée la différenciation ?

Je ne suis pas sûr d'être Top sur ce coup !

Une fois qu'on est reconnu en droit, il faut être reconnu tout cours : Problème de l'écart.

C'est peut être aussi un problème de génération, de médias, d'éducation, de valeurs

Oui, Il le faut, comment parlé d'intégration si à la base nous enfermons déjà le nouvel arrivant dans un groupe, une catégorie. Nous pouvons comparer cela au prévenu qui a accompli sa peine de prison et dès la liberté recouvrée la loi l'empêche d'exercer dans la fonction publique sous prétexte qu'il possède un casier judiciaire ou un passé criminel. Le nouvel arrivant qui obtient la citoyenneté Française doit-être reconnu comme Français. D'ailleurs si nous étions tous un peu plus tournés vers l'avenir nous débattrions davantage sur ce qu'est la citoyenneté européenne, il y a vraiment matière à discussion. Provoquer un débat sur l'identité nationale laisse présager du manque de maîtrise sur les conséquences d'une mauvaise politique de l'immigration pratiquer depuis et laisse déjà entrevoir les dérapages prévisibles sur la confusion entre identité nationale et immigration. Dans les deux cas il faut avoir le courage de voir la réalité en face. Eluder le problème n'est pas le résoudre, le débat sur l'identité nationale n'est qu'un voile, un cache, un masque devant une politique de l'immigration et d'intégration des réfugiés plus que lamentable.

Ce vocable peut être utilisé pour les premières générations et dont les parents sont originaires de pays étrangers à la France. Il ne peut s'attribuer aux ressortissants de pays jadis colonisés par la France.

D'autre part, pour les générations nées en territoire français, cela peuvent être considérés comme français sans qu'il soit constamment rappelé l'origine, comme pour l'immigration des espagnols, italiens, arméniens ... qui malgré leur origine étrangère complète à la France, ne se voit pas attribué le titre de français issus de l'immigration.

Je pense que ce vocable a pour but de maintenir certains citoyens français à l'écart. Comme lorsqu'on a cantonné ces mêmes français dans des ghettos. Ce fut une grave erreur et on en paie les conséquences aujourd'hui.

Il faut changer les mentalités et mettre tous les français sur un même pied d'égalité à quelque niveau que ce soit.

En dehors du fait que cette question est dirigée, il me semble que ceci est en contradiction avec les valeurs humanistes qui sont à la base de la constitution de la république française. Le principe d'égalité est en effet bafoué à partir du moment où l'on catégorise les individus par ce vocable qui indique implicitement « venant de l'extérieur de la nation ». Etant extérieur à la nation, on devient étranger à celle-ci et par voie de conséquence on peut-être

Le code la Nationalité fixe les règles en vigueur afin d'être considéré comme citoyen Français. Il n'y a donc pas de catégories ou de vocables mais des citoyens Français disposant des mêmes droits et devoirs.

CHANGER DE PRENOM, POUR PRENDRE UN PRENOM FRANÇAIS, PERMETTRAIT-IL D'ÊTRE PLEINEMENT INTEGRE ?

Oui

Changer de prénom pour prendre un prénom français pour être pleinement intégré. Disons oui, mais ce n'est sûrement pas suffisant, il faut aussi le comportement

Forcément plus car il n'y aurait plus de discrimination sur un CV par exemple

Je connais une personne d'origine israélite qui est allé jusqu'à « Franciser » son nom.

Cela serait sans nul doute une facilitation

Non

Le prénom n'a rien à voir avec l'intégration

Non, ça peut être un premier pas mais c'est dommage en soi

Pas du tout, il faut par dessus tout garder son identité. L'intégration peut demander des efforts mais pas des sacrifices aussi grands.

Rien ne vaut, du moins il me semble, la volonté individuelle. Si changer de prénom s'inscrit dans ce cadre, cela peut s'avérer positif sinon, quel intérêt ? Pour faire semblant ? C'est bien aussi de garder un lien avec ses origines, non ?

Non ce serait une forme de « racisme ». C'est contraire à notre tradition républicaine qui veut qu'être français c'est avant tout adhérer à des valeurs

Je ne pense pas. La barrière existe dans certaines mentalités et ce n'est pas un prénom qui changera quelque chose. Un individu doit être accepté pour ses qualités et non pas par l'origine de son prénom. Cela voudrait dire que nous régressons et que nous nous retrouvons en période d'inquisition ! Chacun a le droit de porter le prénom qu'il souhaite à parti du moment où cela ne dérange pas l'ordre public.

L'histoire, la diversité, l'aspect cosmopolite de notre pays et la multi ethnicité qui font les bases de notre culture devraient nous éviter de réfléchir sur ce sujet. Ce n'est pas une identité qui détermine ou favorise l'intégration mais le rapport et l'interaction entre les individus bâtis sur la base du partage, du respect et de la reconnaissance.

Ce serait presque aussi absurde que d'acheter une paire de Nike pour se sentir américain

Non, la richesse de la France est dans sa diversité et nous sommes une composante. On doit nous accepter avec nos différences c'est une richesse

Non car en fin de compte on verra toujours votre couleur ou votre origine

C'est une question que je me suis jamais posé, mais dans l'affirmation, il faudrait sans doute, par la suite changer peut être le nom... c'est traumatisant...

QU'EST-CE QU'UN PRENOM FRANÇAIS, POUR VOUS ?

C'est préférable sinon rien, il n'y a qu'à constater tout ce qui existe actuellement et même n'importe quoi sans penser que c'est la personne qui va le porter toute sa vie
Mais déjà avec les Vanessa, les Kevin, etc. on a déjà dérivé.

Un prénom d'origine chrétienne

Ceux du calendrier avec tous les saints.

Une mode et une façon de faire plaisir à la famille plus qu'une tradition

Un prénom qui est choisi par les parents et accepté par les services de l'état CIVIL OU JUDICIAIRE lorsqu'il est donné à l'enfant nouveau né.

Un prénom peut être qui aurait une consonance française marie, martin.....cela est sans importance pour moi. Abdullah est aussi français que Nicolas

Un prénom qui se retrouve a consonance française, cela peut s'expliquer. Mais rien n'empêche les parents de faire preuve d'originalité. De plus certains prénoms anciens reviennent à la mode

C'est un prénom comme tout les autres, mais je ne peux pas le donner a mes enfants car la, je nie mes origines et c'est un manque de personnalité

Je ne sais pas même si à l'origine nous sommes dans la zone chrétienne et européenne

C'est un prénom qui a pris son origine dans l'arabe, le romain, le grecque ou l'hébreu et a été adapté à la langue française, ex. : Marie en français = mariant en arabe, maria en espagnol ou italien ...

Il n'existe pas de prénoms français ce n'est qu'une adaptation ou une traduction. D'autre part Tous les prénoms de quel que origine qu'ils soient font référence à une religion

On hérite des prénoms de notre histoire ça limite la liste. Puis reste l'envie d'être original permet de varier

Il est porteur d'une certaine tradition, histoire de mon pays. Mais je m'aperçois que cette histoire évolue. Ce qui me semble normal, ne l'est pas pour une personne qui vient d'une autre culture. Le monde change vite et de plus en plus de personnes de culture différente se côtoient. L'avenir est à la multiculturalité.

Tous les prénoms sont désormais Français. J'ose imaginer que cette question est une faute de frappe. Est-ce qu'un prénom d'origine anglaise est plus français qu'un prénom nord africain et pourtant...

Il y'a pas de prénom français, la France est le produit d'une mixité sociale qui a fondé son idéal politique

Sinon, pour faire de l'humour, je tenterais une réponse à la "Google" : statistiquement les prénoms les plus portés, maintenant et dans notre histoire récente.

Depuis « bel lurette » je ne me pose plus la question et accepte le prénom comme il est

Ce n'est pas important cette notion de prénom, sachant déjà que les parents ne pensent pas à l'enfant mais à eux-mêmes quand ils choisissent un prénom.

PENSEZ-VOUS QUE L'ON PUISSE CONCILIER RELIGION ET LAÏCITE ?

Dans l'absolu oui, mais ça me semble assez utopique

La laïcité concilie religion et état

Bien sur tant que l'état n'est pas religieux

Tout à fait, il suffit de respecter les termes de l'excellente loi de 1905

Absolument : la laïcité est la garante de l'exercice de la religion de chacun dans un état républicain.

A partir du moment où l'état n'est pas mêlé à la religion il est possible de concilier les deux, d'ailleurs cela ne pose aucun problème en Angleterre

A condition que la croyance de chacun n'empiète pas sur la façon de vivre de tous

Oui, si on nous respecte les uns les autres, et si on s'accepte les uns les autres

Oui car une institutrice par exemple peut avoir sa propre religion mais comme notre école est laïque elle doit enseigner l'histoire de toutes les religions par exemple

Oui pour une personne modérée et qui pratique sa religion pour elle sans déranger les autres

La possibilité de concilier religion et laïcité, sûrement oui, s'il n'y a pas d'extrémisme quel qu'il soit

Cela dépend, la religion doit se défaire alors de tout avis politique, ce qui n'est pas évident. Pour la majorité des pratiquants, oui puisqu'ils sont modérés, et qu'ils comprennent le rôle de la laïcité dans une République.

Pour les autres il y a encore du chemin à faire

Oui, dans la mesure où une éducation soit réalisée pour que les personnes sachent différencier ce qui est plus de leur sphère personnelle (le religieux) et ce qui est plus de leur sphère citoyenne (le laïque). Il y a là deux champs de causalité différents. Le religieux étant plus de l'ordre intime, interne à la personne, le laïque étant plus de l'ordre de l'interrelation avec les autres. La spiritualité d'un côté et la matérialité de l'autre tout en reconnaissant que l'un et l'autre sont liés.

Ce qui veut dire, qu'il faut que la laïcité se construise une éthique, religion des religions, et que les religions se transcendent vis-à-vis de ce champ éthique. Là est la base d'un processus de transmutation des religions vis-à-vis de l'évolution de nos savoirs, connaissances et de notre reconnaissance que nous ne sommes que des êtres humains limités dans notre compréhension du monde.

Il n'y a rien d'incompatible, bien entendu, la laïcité a permis et permet le libre exercice, la protection et le respect du culte. Par contre la laïcité ne doit pas s'élever en dogme sous peur de la voir devenir elle aussi un objet de culte. La laïcité se doit d'être l'arbitre de l'esprit républicain de notre société. Elle est l'essence même du respect de la règle qui régit aujourd'hui la séparation de l'église et de l'état (Le mot église devrait être substitué au mot religions)

Non pour les intégristes (juifs, chrétiens, musulmans, ...)

Non. Il y a une fange terriblement extrémiste, par exemple chez les catholiques, qui me rend très pessimiste dans les relations Eglise Etat.

Certains sont prêts à contester cet équilibre et veulent surtout prendre le pouvoir pour imposer leurs convictions. Il est en plus difficile pour des gens qui sont croyants d'accepter des opinions différentes et surtout les agnostiques ou athées condamnés dans beaucoup de textes religieux.

Question piège ou question qui n'a pas lieu d'être. Et de plus c'est un éternel schéma fallacieux qui est opposé au petit peuple des gens qui ont bonne conscience.

PLEONASME

Je pense que la question mériterait d'être précisée car la religion repose sur la foi et la laïcité sur la raison, il faudrait donc demander dans quel cadre cette conciliation s'impliquerait. Je pense que l'école peut le faire, comme tout service publique, si l'on ne confond pas religion et absolutisme

Il n'y a rien à concilier puisque ce sont des contenus qui ne s'opposent pas. A tout le moins ils se complètent. A tout le moins l'un, la laïcité, est le garant de l'autre (religion ou plus généralement spiritualité ou courant de pensée).

L'éducation dans ce domaine, commence par l'apprentissage du sens des mots, et peut être par l'appréhension du contexte historique où ils ont pris tout leur sens.

A l'heure où l'on veut réduire l'importance de l'histoire dans le système d'éducation scolaire !!!

On est revenu, par cette question, au rôle de l'école et des parents dans la construction intellectuelle de l'individu.

QU'EST-CE QUI, EN FINALITE, CREE LE SENTIMENT D'APPARTENANCE COMMUN, A UNE MEME NATION ?

Les coutumes, le mode de vie, le sport

C'est une connaissance et une acceptation de l'histoire de son pays

L'histoire que l'on a vécue ensemble, les mêmes fondements idéologiques et culturels

L'Amour et la volonté de vivre ensemble dans une même culture.

S'aimer, se respecter, accepter les différences sans stigmatiser l'autre, l'envie de s'intégrer à la société

Défendre sa patrie, respecter le drapeau, connaître l'hymne national, parler la même langue

Des droits identiques pour tous, une langue commune

La fierté de cette appartenance, la considération que c'est un honneur et une chose précieuse. Le respect des règles de la REPUBLIQUE

Les valeurs et le patrimoine culturel défendu par cette nation

Ca peut être une équipe de foot, comme un président de la république, mais se sont surtout des institutions de la république communes, acceptées et appliquées pour tous

Ce qui crée le sentiment d'appartenance commun à une nation ; c'est porter des mêmes valeurs, être bien ensemble, se sentir en sécurité

L'envie de faire avancer son pays dans des valeurs communes. Par exemple le rassemblement autour de l'écologie est intéressant puisqu'il unifie une grande partie des Français autour d'un thème commun

Chacun, suivant ses origines, son éducation, son histoire, ses engagements, ses espérances, peut ressentir différemment son appartenance à un pays (contenu), mieux qu'une nation (contenant). Il y a peut-être possibilité de dégager un tronc commun à tous les membres d'une même collectivité. Il y a tout simplement des valeurs communes partagées, des espérances possibles au sein de cette collectivité, des droits fondamentaux mais aussi des devoirs incontournables librement acceptés.

Il y a pour nous, l'histoire de notre pays dont résulte l'organisation structurelle (forme de solidarité dans tous les domaines) mais aussi, au titre de cette histoire, le positionnement politique de notre pays lors de conférences ou conflits mondiaux. Il peut y avoir une forme de fierté exprimée.

Ce qui sous-entend une règle d'exemplarité dans les propos et le comportement de nos hommes politiques car l'exemple vient d'en haut (des exemples ?)

Encore une fois l'éducation par l'éducation

Et bien comprendre et accepter que les valeurs partagées sont ni de droite ni de gauche ni du centre, mais il vaut mieux que cela soit dit.

Je ne donnerai qu'un exemple, en 1998 quand l'équipe de France fut championne du monde de football nous étions tous Blacks, Blancs, Beurs et il n'était pas question d'identité nationale. Sommes-nous devenus fous entre temps? Que s'est-il passé depuis? En fait, il s'agirait d'avoir des buts, des ambitions pour la nation, de donner des perspectives d'avenir aux gens qui y vivent, de créer une dynamique, une volonté commune. Comment celui qui travaille et qui dort dans une voiture, comment celui qui est obligé de coucher dehors ou sous une toile une tente au milieu des bois, comment l'étudiant qui n'a pas de quoi se loger décemment, comment le prisonnier entassé dans sa cellule avec plusieurs, comment les jeunes abandonnés dans leur cités sans avenir professionnel, Comment ceux qui vivent la privation du travail peuvent-ils avoir ce sentiment d'appartenance à la nation, elle, qui semble les marginaliser chaque jour davantage par le gaspillage dont l'état fait preuve dans la gestion des dépenses publiques. Il n'est pas question de couleur, de langue, de religion, seulement du juste statut de chacun, voilà ce qui donne un sentiment d'appartenance.

➤ **MIXITE SOCIALE :**

FACE A, PARFOIS, LA DIFFICULTE DE COHABITER DANS UN MEME BATIMENT AVEC DES CULTURES DIFFERENTES, QUE POURRAIT-ON FAIRE POUR PARVENIR A SORTIR DE L'ISOLEMENT, SE PARLER ENTRE VOISIN ?

Essayer d'abord de dialoguer

Ne pas stigmatiser dans les média l'autre, l'étranger !!!

Juste s'ouvrir aux autres cultures et ne pas se renfermer sur les préjugés

Le partage culinaire, goûter plusieurs recettes c'est comme le français en parlant beaucoup

Le mieux c'est de s'inviter entre voisin afin qu'ils découvrent les différentes cultures

La fête des voisins, s'inviter à boire l'apéritif de temps en temps pour faire découvrir des spécialités culinaires par exemple et surtout se respecter les l'uns les autres

Se retrouver pendant les différentes fêtes, se réunir autour d'un café, tendre la main à l'autre, l'accueillir avec un sourire

Évidemment, partager et faire comprendre. Par exemple ma grand-mère vivait en Tunisie et ses voisins lui apportaient des gâteaux pour l'Aïd et elle leur apportait des gâteaux pour Roch hachana. Il ne suffit pas de grand chose pour cohabiter, un sourire, bonjour et quelques gâteaux

Accepter les différences, grandir dans la tolérance, respecter les autres, partager, aider et donner. On devrait, à partir de ces valeurs, trouver matière à échanges à condition que chacun veuille bien délaissé, un tout petit peu, sa télé...

Il faudrait multiplier des postes pour les éducateurs, les médiateurs, remettre en place une police de proximité. Créer des ateliers de rencontres, des forums de discussions, lancer des initiatives associatives ou professionnelles. Favoriser la prise de conscience du partage commun du lieu d'existence et provoquer l'intérêt à la culture de l'autre.

Le développement des comités d'Intérêt de quartier est un atout, les réunions de voisinages et la création de réseaux solidaires

Des comités de gestions où les décisions prises impliqueraient également un impact sur les questions économiques

Il est maintenant souvent difficile de cohabiter dans un même bâtiment avec des cultures identiques, alors se parler entre voisins est déjà un grand pas

Pour cohabiter dans un même bâtiment avec des cultures différentes cela ne peut se concevoir que par une certaine éducation. Pour ceci, cela tient à moins d'égoïsme, pas d'intégrisme, de la confiance, avoir une ouverture d'esprit, aimer échanger en allant l'un vers l'autre et disons au moins se parler, ne pas être sans gêne, etc.

Lapidairement, par la vraie mixité peut être. C'est-à-dire le mélange des personnes (diversités) et non la juxtaposition de communautés car se créent par là, la notion de territoires et ça devient alors très vite compliqué à gérer.

Mais cela devrait fonctionner dans le contexte d'une conscience et volonté communes et surtout le désir de vouloir y arriver, c'est à dire d'avoir compris la règle : ➔ éducation.

Ce qui pour moi est plus grave c'est le fait que certains quartiers sont de véritables ghettos où il n'y a plus aucune mixité sociale culturelle ni religieuse. C'est la porte ouverte aux situations mafieuses et aux extrémismes religieux et politiques. Ceux qui pourraient ou souhaiteraient s'opposer à ces situations sont ostracisés ou ont peur.

PEUT-ON PARVENIR A UNE MIXITE SOCIALE NON CONTRAINTE ?

La contrainte est un échec il faut tenter de mettre en place le nouveau contrat social du XXI^{ème} SIECLE
QUI RESTE à écrire ensemble

Quant à parvenir à une mixité sociale non contrainte cela risque d'être difficile à cause des modes de vie différents si personnes fait des efforts

Il est possible de cohabiter si les gens ne font pas preuve d'égoïsme

Oui si on a une certaine ouverture d'esprit
Oui tant qu'on ne dérive pas vers un rapport de force
En cherchant le positif dans une façon de vivre, peut-être !

Oui, mais maintenant que la situation est déjà avancée en terme de misère sociale, il va falloir beaucoup travailler avec les citoyens sur la notion du « vivre ensemble »

Elle me semble déjà réalisée dans de nombreux quartiers
Elle existe dans de nombreux lieux et dans le cadre de nombreuses activités en matière culturelle, sportive, politique.

Oui quand il n'y a pas de préjugés, et pas de rejet de l'autre. Dans le respect de l'autre

Non la mixité social n'existe pas, na jamais exister et existera peut être un jour, il faut être utopique parfois
Non il y aura toujours des différences par rapport aux religions qui différencient beaucoup certaines cultures (pour les extrémistes)

La majorité des conflits vient de la volonté de quelques uns, d'une minorité, d'imposer leur vision d'un pouvoir à une majorité qui vit tranquillement sans se préoccuper de la couleur du voisin, de sa religion ou de son orientation politique (Ex Yougoslavie, Irak, Inde...).

Corollaire : la mixité sociale existe de fait et s'accommode des différences jusqu'au moment où quelqu'un imagine s'approprier la casquette de chef et imposer à toute la communauté ses volontés.

Alors est ce que les règles de la démocratie ne pourraient pas apporter un embryon de solution ?

Mais d'aucuns se pressent de répondre que la démocratie est un produit de l'occident et qu'il ne peut s'appliquer de partout.

Démocratie, quand tu nous tiens, tu es la meilleure et la pire des organisations politiques !

Très très bonne question, quel plaisir et quelle richesse de pouvoir partager, de profiter des autres pour progresser, apprendre. Mais je suis très mal placé pour parler, j'ai bien mis mes enfants à l'école dans le secteur privé, justement pour leur éviter certaines fréquentations...

Le modèle actuel de notre société, tout économique, conduit à l'individualisation et à l'inégalité. La montée du communautarisme semble être une réaction à la difficulté de marier des cultures différentes dans ces conditions : à l'exclusion par la culture se marie en effet l'exclusion sociale par l'économie. L'hétérogénéité, par exemple, de la valeur locative sur un territoire donné conduit donc à une différenciation par niveau de vie. La mise en œuvre de systèmes de régulation économique (fixation des prix, limitation du droit de propriété), sociale (politique d'éducation égalitaire) pourrait favoriser la mixité sociale et participer à freiner la montée du communautarisme.

Rien n'est et ne se fait sans contrainte, cela passera toujours par la mise en place de règles à observer, d'un règlement devant lequel il faudra se plier, mais avec plus de pédagogie rien ne demeure impossible. Conduire une voiture passe par l'obtention d'un permis et le respect d'un code, vivre ensemble passe par l'observance des lois édictées pour la vie en société et le respect de celles-ci. Encore faut-il que ces lois s'inscrivent dans un caractère démocratique et de liberté ce qui est le cas en France.

➤ **FAVORISER LA COHABITATION :**
EN DEFINITIVE, SELON VOUS, D'OU VIENNENT LES PROBLEMES DE COHABITATION
DANS LA SOCIETE ?

Une trop grande inégalité des ressources, des niveaux de vie, des modes de vie.
Le manque de référentiel commun, de sacré, qui transcendent et estompent les différences.

Certains rites sociaux peuvent nuire à la bonne cohabitation
Du manque de respect et de tolérance, de l'incompréhension et de la peur de l'inconnu
Peut être un enfermement dû à la misère
Ce sont l'égoïsme et l'habitude
De la peur de l'autre, de la méconnaissance de l'Histoire des cultures et des religions, de la précarité
Quand il n'y a pas de respect, pas d'éducation, quand les gens ne sont pas discrets dans leur coutume et tradition
L'incompréhension de la religion ou de la culture de l'autre
Du fait que les individus ne sont pas des robots sortis de la même usine mais la cohabitation est avant tout sociale. Je pense que la lutte des classes a uniquement changé de nom

La ghettoïsation notamment au travers de l'habitat collectif, l'abandon de certaines zones aboutissant à des zones de non-droit ; une urbanisation réfléchie résoudrait beaucoup de problèmes

La cohabitation est difficile surtout pour les immigrés de fraîche date et pour les extrémistes, maintenant elle peut réussir si tout le monde y met du sien avec du respect, à la longue cela peut s'arranger sans rien imposé

Peu d'espace pour une si importante question !
L'évolution de nos sociétés, surtout occidentales, au travers des concepts libéraux qu'elles privilégient, favorise l'émergence d'un égoïsme de plus en plus forcené. : Challenge, productivité, rentabilité, coast-killing, reconnaissance, parcours individuel, objectif ...
L'importance des moyens dépasse l'importance du but.
Le concept de solidarité se vide de son sens.
La compétition entre individus d'un groupe aux finalités identiques conduit souvent à des rivalités plutôt qu'à une union.
Est-ce que l'on peut cohabiter en s'ignorant ? Est ce que l'on peut cohabiter en s'affrontant ?
Ca, c'est le constat et il s'applique à toutes les structures (groupe d'individus) de la société.
Je ne crois pas aux réunions de concertation périodiques où personne d'ailleurs ne s'écoute.
A chaque groupe, à chaque cellule d'inventer un mode de fonctionnement librement accepté.
Dans cet esprit, est-ce qu'un organisme indépendant et reconnu saurait dégager un tronc commun de règles de fonctionnement ?
On en revient d'une part, à la même problématique d'éducation, apprentissage d'une même règle (constitution), mais d'autre part il faut introduire un aspect de justice dans l'application de cette règle.
Car l'homme sait très mal gérer les écarts au sens large, et en matière de justice en particulier, cela peut frôler l'irrationnel.

L'argent, la place accordée au superficiel, le capitalisme effréné, la société de consommation poussée au paroxysme, et tout ce qui en découle. Je reste persuadé que si nous apprenions à partager nos richesses aussi bien matérielles que morales, bien des choses s'amélioreraient. Mais je reste aussi persuadé que cela demeurera un joli vœu pieux...

Il y a avant tout les conditions économiques dans une société de consommation où ceux qui sont « pauvres » se sentent humiliés et méprisés ; c'est le terreau sur lequel prospèrent ceux qui ont un discours de haine et de guerres Quant à ceux qui ont un peu plus ils ont peur de perdre les quelques biens qu'ils possèdent que par peur ils soutiennent parfois les « racistes » d'extrême droite.

Je pense que les médias en sont pour partie responsables en présentant des informations à co-notation « raciste » ex. lorsqu'ils parlent de terrorisme, il n'est pas nécessaire d'ajouter le nom de la religion dont ils dépendent. Un terroriste est un terroriste, point. L'amalgame est vite fait, et cela entraîne une terreur en vers les personnes qui sont de la même religion.

Je pense que la fracture sociale, le chômage, le manque de logement, la perte de repères aggravent les problèmes de cohabitation. On parle souvent de devoir pour revendiquer des droits mais l'état aujourd'hui a le devoir de répondre aux attentes du peuple (sans distinction d'origine) en ces domaines. L'Etat, par la recherche d'économie de fonctionnement et la coordination de tous les acteurs économiques de notre nation, les entreprises par le devoir patriotique de cesser les embauches à l'extérieur du territoire national pour ainsi éviter de payer les charges qui de part la fiscalité française s'y rattachent et les délocalisations chaque fois que cela est possible, doivent par ces actions montrer l'exemple. Comment ne pas douter du voisin quand la récession guette et que la manière de fonctionner n'est pas respectée par les donneurs d'ordre censés montrer la voie. La contestation et le rejet de la société s'installent à la suite.

QUE PROPOSERIEZ-VOUS POUR RETABLIR LE DIALOGUE, SORTIR DES REPRESENTATIONS NEGATIVES, DE FAÇON A MIEUX COHABITER ?

« L'autre malgré sa différence est un autre moi-même. » Je ne sais comment mettre en œuvre cet adage... A travers le rétablissement de valeurs communes, d'une éthique laïque ?

Le dialogue n'est pas coupé, les représentations ne sont pas que négatives, cohabiter n'est pas la solution, il faut vivre ENSEMBLE.

Le dialogue n'a jamais été établi à grande échelle

S'extraire des préjugés, mieux comprendre l'autre

Faire se rencontrer les gens

Des rassemblements pour découvrir les différentes cultures

Proposer des activités communes à des voisins?

La morale à l'école, l'éducation civique, le rétablissement du service militaire.

Etre ferme sur les principes et valeurs démocratiques et républicaines. S'attaquer au problème social et prioritairement au problème urbain qui se traduit par la formation de véritables ghettos dans certaines cités

Préparer un moratoire sur le devenir de la nation dans l'optique de la création de l'état Européen en favorisant la rencontre des représentants des groupe ethniques qui façonnent notre pays mais aussi ceux des autres nations européennes qui composent l'union. La participation des représentants reconnus des diverses organisations représentatives des peuples sera le gage de la reconnaissance de tous.

Créer des comités de concertation et les écouter ; parvenir à des prises de décisions communes pour améliorer les rapports intercommunautaires

Il faudrait impliquer davantage les individus dans les débats politiques touchant aux véritables enjeux de la nation et pas aux fantasmes identitaires

Arrêter de stigmatiser le français d'origine ! De les considérer comme des êtres

Organiser des journées culturelles ouvert a tous publics

La mixité sociale, la représentativité, l'identification a un même groupe d'individus ayant « réussie »

D'autre part les gros problèmes pour vivre en société viennent de l'intégrisme quel qu'il soit. Et surtout si cela vient de la minorité. Cela peut aussi venir du fait de zones de non droit, de gangs, de façon de vivre sans gêne

Donc pas d'ilotage, mais respect, justice, prévention, police avec dosage minimum des cas sociaux pour une meilleure intégration

Le problème réel qui se pose est d'ordre religieux. Si chacun respecte la religion de l'autre et essaie d'accepter qu'il existe d'autre formes de croyances, tel qu'on le voit dans certains pays (Inde, Liban, Syrie, Tunisie, et dans bien d'autre partie du monde ...), le dialogue serait un peu plus serein.

Ya ca, faut qu'on ...

Commencer par s'appuyer sur des volontaires ou des concernés.

S'appuyer sur ce qui existe, comme point de départ et pour ne pas créer de rupture, mais avec un souci de l'évolution.

Ensuite démultiplier → Simple non ?

Surtout ne pas reproduire un contexte tel que celui sur l'identité nationale ! C'est quand même plus sérieux que ça ?

C'est quand même plus compliqué que ça, car on ne force pas à aimer et on ne force pas à ne pas aimer.

Peut être, en préambule, avant de dialoguer, définir les règles d'un dialogue constructif.

Il y aurait tant de choses à dire.

EST-IL POSSIBLE DE PARVENIR AU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT DE LA SOCIÉTÉ ? QUELLE SERAIT LA SOLUTION ?

Le brassage des cultures

En sortant des représentations négatives

La citoyenneté est la clé ; que chacun se sente citoyen

Rétablir la confiance par l'exemplarité et le respect des valeurs communes

La responsabilisation à tous les âges et tous les niveaux

Quand tous les français seront sur le même pied d'égalité (français à part entière) pas français d'origine

Pas de solution type, mais peut être que chaque bonne volonté serait utile pour recréer un lien. La solution serait de recréer un lien mais il faut énormément d'actions.

Pour supprimer les ghettos il faudra du temps

C'est très difficile mais il est possible de ne pas s'enfermer dans ses différences et être plus tolérant sans accepter n'importe quoi bien sûr

Très difficile car il faudrait d'abord supprimer chez chacun la peur de l'autre, la peur de perdre ses avantages

Comme on a laissé faire jusqu'à ce jour, cela risque d'être difficile et même très difficile et long pour solutionner le problème. Peut-être y arriverons-nous en procédant lentement, en avançant dans le bon sens et avec beaucoup de communications, puis aussi avec moins de laxisme et de permissivité

Je suis extrêmement pessimiste quand on voit les exemples donnés par nos élites, que ce soit les sportifs, les artistes, les chefs d'entreprise, quand on voit les promotions des récipiendaires de la légion d'honneur, autant de valeurs tellement galvaudées... alors bien malin celui qui peut se prévaloir de détenir une solution...

Personnellement, j'essaie d'inculquer à mes enfants de bonnes vertus (mais le sont-elles ?) et puis j'essaie de répandre ma (toute) petite lumière autour de moi en espérant que les rus deviendront ruisseaux et peut être un jour, fleuve...

Il est possible de changer le comportement de la société que si les gens s'ouvrent et ne se cantonnent pas à leurs préjugés la solution serait de rééduquer les gens

Cela me semble possible par la constitution de réseaux d'acteurs porteurs/acteurs de ces valeurs et qui les enseignent, les mets en valeurs et amènent la population dans son ensemble à prendre conscience.

Les nations, bien qu'elles ne parlent pas de religions, elles les sous-entendent. La solution est que les gouvernements donnent l'exemple, tel que l'a fait M. Sarkozy. Il a intégré dans son gouvernement des Ministres issues de diverses cultures (religieuses ou politiques). Il a voulu montrer par là que quelles que soit la culture d'un individu, ce dernier peut participer à œuvrer dans le bon sens pour sa nation. Il faudrait que tous fassent de même. Ce bel exemple d'intégration a entraîné quelques changements de comportement, il faut continuer.

Oui il faut y croire car l'action politique n'aurait plus de raison d'être sans cela. Les solutions sont déjà mentionnées au dessus, et s'il fallait brièvement les résumer ici ce serait transmettre une éducation dans le respect et la reconnaissance de chacun, concevoir l'éducation scolaire avec les moyens utiles, rétablir une situation économique qui favoriserait autant que possible le plein emploi et permettre à tous l'accès au logement avec comme but de favoriser la vie de quartier, par conséquent la vie de la cité et en fin la vie du Pays.

QUE PENSEZ-VOUS DE LA LOI ET DU RESPECT DES LOIS AU SEIN D'UNE DEMOCRATIE ?

Dura lex, sed lex ! Force doit rester à la loi, qui doit être la même pour tout le monde.

Elles sont indispensables à la vie en communauté, une obligation pour chaque citoyen

C'est la base fondamentale à toute république et à tout Etat de droit.

Sans loi ça sera l'anarchie, le respect des lois permet une meilleure cohabitation

Voir la déclaration des Droits de l'Homme (inspirée par le Christianisme)

La loi est utile, elle sert de garde fou, mais il faut comprendre les lois pour comprendre les non respects qu'on inflige aux autres lorsque l'on dévie la loi

Fondamental au sens premier du terme, c'est le fondement de toute société. Encore faut-il que la loi soit le reflet d'une certaine justice.

Comme dans toute vie en communauté, dans tout jeu, si on accepte les règles ça fonctionne, si on triche ou enfreint le règlement, si on dépasse de trop la ligne ça marche de suite moins bien...

La loi est le respect des ces lois sont primordial car au sein d'une démocratie, dans la mesure où cette loi est capable de suivre au plus près les mutation de la société

La Loi régit la démocratie, elle doit donc être respectée, l'enfreindre c'est ne pas respecter l'ordre public, on ne parle plus de démocratie mais d'anarchie. La démocratie pour un Pays c'est la liberté et bien d'entre eux la souhaite

La loi ne fait plus l'objet d'aucune éducation, comment respecter ce qu'on ne connaît pas et qui nous est imposée comme un absolu intangible

Des lois au sein de notre démocratie il en existe sûrement plus que ce qui faut, encore faut-il quelles soient toutes appliquées par l'appareil d'Etat et respectées partout le monde. Ce serait si simple si les gens étaient honnêtes et sincères, il y en aurait besoin de beaucoup moins. Puis en outre si on ne se tordait pas les méninges pour les enfreindre ou les contourner pour essayer de rester dans leurs esprits, au cas où il y aurait un petit « vide » tout en pouvant être au moins un peu coupable

C'est l'essentiel. En France nous souffrons du climat de fausse guerre de classe et civile de certains responsables politiques. C'est particulièrement grave quand il s'agit de l'opposition de gauche officielle et légaliste qui peut être appelée à diriger le pays.

Quelles sont, d'après vous, les difficultés à faire appliquer les lois ? L'esprit individualiste et le refus de trop de personnes de raisonner dans l'intérêt de la communauté.

La loi est la représentation d'une entente commune autour des enjeux communs. La loi ne sert-elle pas de référent dans la conduite des affaires de la société civile ? Son respect devrait être le fondement de la concorde. Le problème est l'égalité de tous devant celle-ci. La puissance financière couplée à la politique corrompt ce principe.

C'est la base de tout, sans règle il ne peut avoir de vie en société. Mais la démocratie doit savoir être ferme parfois afin de voir l'état de droit subsister. C'est le juste équilibre, le compromis noble entre la prévention et la répression, dualité mal dosée au combien responsable de l'embrasement de nos quartiers.

Il n'y a pas de loi universelle et chaque démocratie édicte des lois en fonction des impératifs du moment et au détriment même de cette soi-disant démocratie qui n'a qu'une durée limitée

QUELLES SONT, D'APRES VOUS, LES DIFFICULTES A FAIRE APPLIQUER LES LOIS ?

La lenteur du système judiciaire

Entre autres, faire la différence entre le profiteuse pour ne pas dire l'escroc et le malheureux.

Leur multiplicité, leur ignorance et/ou leur incompréhension, la manipulation de ses valeurs à des fins démagogiques et le non respect de soi donc le non respect des autres

C'est de dépasser l'intérêt individuel pour penser collectif, dépasser l'égoïsme et développer l'altruisme.

La mise en œuvre de structures juridiques, indépendantes financièrement, portées par un état exempt de connivences avec le pouvoir économique.

Le manque de moyens policiers, le manque de moyens éducatifs et sociaux, le manque de moyens de justice.

Il manque une véritable politique globale de la ville, une vision claire des cités.

Les difficultés sont liées aux lois mêmes qui ne sont formulées et appliquées que pour une certaine classe de cette société

Les mentalités qui ne veulent pas changer

La non – éducation des gens et leur égoïsme

Maintenant pour les difficultés à les faire adoptées c'est qu'elles peuvent être mal perçues par une ou des parties de la population.

Comme dans toutes sociétés les lois sont parfois transgressées mais c'est se qui rappelle leur utilité. La difficulté c'est l'individualisme de notre société actuelle

Justement qu'elle ne soit pas juste : imposée par/pour quelques uns au plus grand nombre

Mais aussi manque de concertation en amont, pas de démultiplication en aval.

Pas de concertation d'experts reconnus.

Mais aussi loi à contre courant ou a contre temps des priorités du moment.

Mais encore les laisser pour compte.

QUEL DOIT ETRE LE ROLE DE L'ETAT ?

Sensibiliser et punir

Exercer pleinement ses 3 fonctions

Ce qu'il n'est pas actuellement

De rappeler ces Lois mais surtout de les expliciter

Etre « pédagogue » et répressif, adapter les lois à l'évolution de la société

Le pilotage et le rétablissement des lois de la république dans les zones de non-droit

Eduquer au respect de la loi, réprimer.

Assurer ses citoyens d'une loi impartiale et égalitaire

Veiller à ce que les lois soient appliquées dans tous les cas

Faire régner l'ordre, tout en relativisant sur la gravité de certains actes en se concentrant sur des délits plus graves

Simplifier les démarches, réduire le nombre de lois et axer budgétairement afin que la Justice soit une priorité Nationale.

Faire plus connaître aux peuples les lois mises en vigueur

L'exemplarité, l'application identique pour tous

Etablir une loi qui soit représentative de l'intérêt public et non pas de l'intérêt privé.

Garantir le respect de la loi et défendre l'indépendance des structures qui la pérennise.

Le rôle de l'Etat me semble assez simple : légiférer en justifiant donc communication, faire de la prévention avant toute chose, puis sanctionner si nécessaire de manière appropriée

L'Etat doit veiller au respect des lois (rôle répressif mais aussi préventif/informatif). L'Etat, peut, par exemple, à travers l'éducation inclure des cours sur la constitution tel que cela se fait dans certains pays.

" L'EXEMPLARITE "

Mais aussi l'impartialité

Mais encore la justice et un traitement non discriminatoire ou encore la transparence.

En plus des points de blocage évoqués dans la question précédente.

Il représente l'intérêt de la communauté nationale face aux particularismes régionaux ; il permet de défendre ce qui unit par rapport à ce qui divise dans les diverses opinions et convictions. Il représente la nation au niveau international même si l'inscription dans l'entité européenne est maintenant acquise.

De favoriser et d'arbitrer un débat sur les sujets de réflexion suivants, d'en dégager les grandes lignes, de vérifier ce qui est possible de faire pour atteindre les buts qui feront le ciment de la nation inter ethnique (avec les anciens ministres de la ville, les représentants des communautés, les acteurs de la société civile les plus représentatifs, les parents d'élèves, les représentants du corps enseignants mais aussi les représentants du maintien de l'ordre, les acteurs économiques, les syndicats, les membres des églises de toutes les religions) :

-comment répondre au problème de l'équilibre entre répression et prévention

-comment favoriser l'emploi de tous

-comment dessiner un avenir

-comment réduire la pauvreté

-comment s'inscrire dans une nation européenne

-comment transmettre efficacement le savoir

- Quel moyen devons-nous mettre en œuvre pour favoriser un logement pour tous

QU'EST-CE QUI POUR VOUS EST ACTUELLEMENT JUSTE ET / OU INJUSTE ?

Question dangereuse qui justifie tous les comportements !!!... Voir la déclaration des Droits de l'Homme (inspirée par le Christianisme)

La loi, la justice, sont appliquées par l'homme et sont donc a son image parfois bonnes parfois mauvaises, mais a peu près, juste et injuste

Il n'y a pas de justice ou d'injustice, tout, n'est affaire que de lieu et de temps

La misère, les parachutes dorés, les très gros profits, l'Etat devrait réguler
La violence envers les autres (femmes, enfants, personne en situation de fragilité ...)
Est injuste tout ce qui met en danger le Respect des Autres
Le choix d'accepter ou pas les lois mises en vigueur sous l'avis du peuple

Malheureusement de trop nombreuses choses, la principale étant l'accès à une éducation égalitaire et citoyenne

Pour qu'un citoyen sa reconnaissance dans la nation il faut qu'il est confiance en lui. La justice est l'organe qui doit instaurer la confiance. Ce qui est injuste c'est le poids du pouvoir économique sur le dévoiement du système.

Sans tomber dans un catalogue à la Prévert, comme ça à brûle pourpoint, la répartition des richesses, au plan national et même à l'échelle du Monde, cela représente à mon sens une vraie et grande injustice. Quant à la justice, cela me semble bien personnel et profondément relatif...

Il est injuste de refuser un autre sous prétexte d'origine différente ou de convictions religieuses.
Il est juste de chercher à améliorer les conditions de vie pour les plus faibles et les plus exploités.

Juste - la loi est la même pour tous
Injuste - l'inégalité de justice, des soins, de l'éducation, droit à l'habitat ... par manque de moyens

Injuste : qu'on n'aime pas assez la France, et pour cela il faut laisser tomber tout ce qui nous appartient, religion, coutumes jusqu'à notre prénom

De s'acharner sur des petits vendeurs de shit alors que des personnes ayant fait des faux chèques ne risque quasiment rien

Je ne peux pas l'affirmer avec force mais l'école me semble assez juste, le milieu médical des hôpitaux aussi, le milieu carcéral beaucoup moins, comme la répartition des richesses d'ailleurs. Le décalage entre les aménagements urbains suivant les zones et le niveau social où cela se passe est parfois déconcertant, les actions politiques tout autant.

Au-delà de la notion de juste ou injuste, et chacun peut avoir la sienne, il est un point qui me semble important, c'est l'attitude du "promulgueur de loi".

En clair et en raccourci, on peut être de droite ou de gauche et accepter difficilement une loi promulguée par l'autre camp, c'est le jeu de la démocratie que tout citoyen peut et doit comprendre.

Mais rien n'autorise le "promulgueur de loi" à prendre les abonnés de l'autre camp pour des imbéciles et c'est aussi de la démocratie et c'est générateur de prise de distance avec le fait politique pour ne pas dire du désintérêt et c'est plus grave.

Si les lois sont trop générales ou trop particulières et peuvent sembler trop ciblées suivant les cas, elles peuvent aussi être injustes aussi si elles ne sont pas égales pour tout le monde. D'autre part est-ce que tout le monde connaît et/ou à bien compris et assimilé notre système législatif et judiciaire. Et encore, en cas de sanction, est-ce qu'elles sont toujours égales ? Sans parler qu'il subsiste toujours des sentiments qu'il puisse y avoir les uns et les autres.

QUE PROPOSERIEZ-VOUS POUR PARVENIR A GERER EFFICACEMENT LES RAPPORTS ENTRE LES INDIVIDUS AU SEIN D'UNE MEME SOCIETE ?

La Liberté c'est se respecter et respecter l'autre.

Etre équitable tant que faire ce peut

Mise en place d'une cellule de dialogue entre l'état, les collectivités et le peuple
Eviter de parler en langue de bois et dans un français que tout le monde ne comprend pas

Une laïcité sans failles, avec la reconnaissance du culte pour tout le monde, une application impartiale des droits et des devoirs avec le respect de l'autre

Réduire la fracture sociale et favoriser l'intégration de tous dans le monde du travail.
Rendre à l'école sa place sur son rôle de lien social.

De l'Art de l'Amour, du partage

Apprendre à gérer les relations entre individus
Favoriser le dialogue entre tous, l'échange, le débat, l'interaction, la reconnaissance.
Se connaître, se rencontrer en luttant contre tous les ghettos
Eviter les communautarismes, apprendre la tolérance et le respect, favoriser la fraternité. Diminuer l'injustice et les injustices, favoriser la culture et l'envie d'apprendre.
Réapprendre à respecter les autres quels qu'ils soient

Une chaîne de télé avec des animateurs multiculturels, émissions sport, culinaire, etc.
Mettre en place des réseaux d'information culturelle, de favoriser la diffusion à la télévision des reportages de chaque communauté et les échanges qu'il est possible de faire partager.

Renforcer les moyens préventifs de la délinquance mais aussi les moyens qui permettront le respect efficace des lois.

Un rappel à l'ordre sur les lois, sur les peines encourues et sur le fait qu'un délit peut atteindre les victimes et réapprendre ce qu'est le respect

Il y a des lois ; des droits et des devoirs à respecter, la France c'est notre pays à tous nous devons l'aimer et le chérir et le défendre

L'application d'une vraie démocratie.

Mais tout n'est qu'illusion

Et peut être que, malgré tout, chez nous en France, nous sommes les moins bien placés pour nous plaindre.

Développer la philosophie du solidarisme, intégrer une notion républicaine d'Humanisme dans les rapports entre individus, défendre la laïcité comme pilier de la république, au fond que notre idéal Radical soit toujours plus haut et toujours plus partagé.

Les textes définissent la nationalité française, c'est mathématique, mais la question est pourquoi se sent-on Français? Alain Mimoun, Zinédine Zidane... Cet exemple de sportifs n'est pas anodin!!! On ne peut pas concilier religion et laïcité car il n'y a pas d'opposition. La Laïcité c'est le respect total et réciproque. Dans une émission religieuse, un intervenant athée a souligné que « la France est le seul pays où il peut dire qu'il est athée ». De la lecture de Ton questionnaire me vient une réflexion : Quand je croise un Homme, ou qu'une Femme me sourit, je ne me pose jamais la question de savoir si Il est français ou si elle est Française? Liberté, égalité, fraternité... la déclaration des Droits de l'Homme... c'est ça la France de la RECONCILIATION.

Des apéros géants après les barbecues du même nom, l'incapacité à débattre violemment étant unanimement reconnue en pleine digestion arrosée de rosé frais... Si cette solution se révélait insuffisante il resterait peut

être : ... la responsabilisation de l'Etat dans le dialogue citoyen et l'apprentissage collectif, absolu, égalitaire, du pacte social

La télépathie

Contribution Radicale, Marseille

La France est-elle encore un pays riche ?

En cette année internationale de la réconciliation, la question ne manque pas d'être à propos.

En effet, si elle est encore un pays riche, les situations que l'on connaît générant des distorsions définitivement inadmissibles parce qu'inévitables ne devraient plus avoir cours. Chacun devrait disposer d'un minimum vital plus que suffisant. Education, santé, logement comme dans un système communiste et liberté comme dans un système occidental.

Parce qu'elle n'est plus un pays riche, même si elle se voile la face, la France n'ose franchir le pas qui la conduirait à renoncer à prétendre de sa superbe. Et ne s'endetterait plus, donnerait à chacun la liberté sans plus assurer d'autre protection et mission que celles de police et de battre monnaie.

Renoncer aux grands travaux, à une armée ruineuse (cela existe notamment au Costa Rica, il suffit seulement d'accepter que la France n'a pas de destin mondial au sein de la mondialisation), et redonner à chacun de nous les moyens d'une existence paisible. En voulant faire semblant, les coupes dans les budgets sociaux ne conduisent qu'à augmenter la précarité et le mal être.

Est-il normal qu'un jeune français (même ou surtout, s'il est d'origine étrangère et n'a pas la même préparation pédagogique et culturelle au monde de la France d'aujourd'hui qu'un autre) avec en mains une annonce actualisée du jour par pôle emploi se voit répondre que l'annonce concernant plusieurs postes de manœuvres est déjà obsolète ? Est-il acceptable que l'on donne si peu et que l'on demande autant à l'individu (cf les conditions d'hébergement en foyers).

Mieux vaut reconnaître que l'on ne peut plus donner et alors chacun se débrouillera à sa façon. Il y gagnera en liberté et la solidarité au sein des familles se reformera et peut-être même une solidarité plus large.

Ou alors, soyons généreux, parce que riches mais, cela impose des choix au niveau des priorités : La France ou bien tous les Français.

Si l'on opte pour la solution de renoncement à des prétentions irréalistes, il ne faudra pas avoir peur des bandes. Elles existent déjà. De plus, si rien ne change on peut craindre raisonnablement leur émergence au grand jour comme dans le Mexique d'aujourd'hui qui a trop longtemps marginalisé une partie trop importante de sa population qui s'est naturellement tournée vers ceux qui leur donnent gracieusement nourriture, vêtements et fournitures scolaires.

Laisser suffisamment de liberté à l'individu sans qu'il ne soit écrasé par un circuit administratif ou humain forcément liberticide qui ne lui donnera, de toute façon, pas les moyens d'une vie décente mais lui permettra seulement de survivre dans un univers où la consommation est la valeur suprême, peut-être une solution. Elle concerne tous les citoyens. Un salarié, aujourd'hui, peut-il être libre de déménager ou de changer de travail ou de ville ? En majorité, non (cf le prix des loyers, le marché de l'emploi saturé).

Continuer sans rien changer ne permettra sans doute pas d'éviter le déclin inexorable qui conduira, comme en Californie, à renoncer à payer fonctionnaires et éducateurs et à fermer des tribunaux.